Docusign Envelope ID: 49FB2258-D5C4-8077-8081-6F255B5F1CC0

ALTITUDE

Société par Actions Simplifiée au capital de 513 741 euros
Siège Social : 23 Rue de l'Arcade, 75008 PARIS
379 617 822 R.C.S PARIS

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE DECISION PRISE LE 30 JUIN 2026 D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

RESOLUTION : APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDES

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés au 31 décembre 2025 qui lui sont présentés et faisant ressortir un résultat net de l'ensemble consolidé de – 165 259 889,91 euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUVOIRS EN VUE DES FORMALITES

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs à la société AGENCE PARISIENNE DE FORMALITES, 2-4 rue Barye, 75017 PARIS, afin d'effectuer auprès du Tribunal des Activités Economiques de PARIS les formalités à réaliser en exécution des décisions prises par l'Assemblée Générale en date du 30 juin 2026.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Copie certifiée conforme à l'original

La Présidente

Signé par :
Dorothée Lebarbier
34CC93B4F0524AA...

DIAGNOSTIC EXPERTISE CONSEIL

7 rue Andreï Sakharov
76130 MONT SAINT AIGNAN
S.A.S au capital de 362 502€
378 735 823 RCS Rouen
Société de Commissariat aux comptes inscrite
à la Compagnie Régionale de Rouen

CABINET ROBIN COFIDUREC

124 rue Reaumur
75002 PARIS
S.A.S au capital de 40 000€
732 038 468 RCS Paris
Société de Commissariat aux comptes inscrite
à la Compagnie Régionale de Paris

ALTITUDE

SAS au capital de 513 741 Euros

23 rue de l'Arcade

75008 PARIS

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

DIAGNOSTIC EXPERTISE CONSEIL

7 rue Andreï Sakharov
76130 MONT SAINT AIGNAN
S.A.S au capital de 362 502€
378 735 823 RCS Rouen
Société de Commissariat aux comptes inscrite
à la Compagnie Régionale de Rouen

CABINET ROBIN COFIDUREC

124 rue Reaumur
75002 PARIS
S.A.S au capital de 40 000€
732 038 468 RCS Paris
Société de Commissariat aux comptes inscrite
à la Compagnie Régionale de Paris

ALTITUDE

SAS au capital de 513 741 Euros

23 rue de l'Arcade

75008 PARIS

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Sommaire

- Rapport sur les comptes consolidés

DIAGNOSTIC EXPERTISE CONSEIL

7 rue Andreï Sakharov
76130 MONT SAINT AIGNAN
S.A.S au capital de 362 502€
378 735 823 RCS Rouen
Société de Commissariat aux comptes inscrite
à la Compagnie Régionale de Rouen

CABINET ROBIN COFIDUREC

124 rue Reaumur
75002 PARIS
S.A.S au capital de 40 000€
732 038 468 RCS Paris
Société de Commissariat aux comptes inscrite
à la Compagnie Régionale de Paris

ALTITUDE
23 rue de l'Arcade
75008 PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la SAS ALTITUDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de cet exercice de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la partie « 1. Faits majeurs de l'exercice » de l'annexe des comptes consolidés.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Les écarts d'acquisition dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2025 s'établissent à 371 076 milliers d'euros sont évalués selon les modalités décrites dans les paragraphes « 2.4 Recours à des estimations », « 2.5 Regroupements d'entreprises », « 2.7 Immobilisations incorporelles » et « 11 Ecarts d'acquisition » de l'annexe des comptes consolidés. Dans le cadre de notre justification d'appréciation, nous avons examiné les méthodes comptables utilisées, les données et hypothèses retenues, la documentation fournie ainsi que les évaluations qui en résultent. Par ailleurs, nous nous sommes assurés que l'annexe aux états financiers communique une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion de la Présidente.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mont-Saint-Aignan et à Paris, le 29 juin 2026

Les Commissaires aux comptes

Robin-Cofidurec, représenté par,
Oliver ROBIN, associé

Signé par Olivier Robin
Le 29 juin 2026

jesignexpert.com doc_y6K0
tx_DPYdJggkV6gx

DEC, représenté par,
Guillaume DOISY, associé

Signé par Guillaume Doisy
Le 29 juin 2026

ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES doc_y6K0
tx_DPYdJggkV6gx

ALTITUDE
Comptes consolidés
Exercice clos le 31.12.2025

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2025

En K€ :	Notes :	31/12/2025			31/12/2024
		Valeurs brutes	Amort. Prov.	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Capital souscrit non appelé	12				
Immobilisations incorporelles	11	806 013	224 834	581 178	558 022
Dont écarts d'acquisition	*13*	*390 763*	*19 688*	*371 076*	*377 915*
Immobilisations en concession	14	5 289 951	1 211 164	4 078 788	4 043 169
Immobilisations corporelles	15	659 356	139 471	519 886	513 950
Immobilisations financières (1)		540 638	17 005	523 633	279 088
Titres mis en équivalence					
Total Actif Immobilisé		**7 295 958**	**1 592 473**	**5 703 484**	**5 394 230**
Stocks et encours	16.1	22 905	5 791	17 115	20 637
Clients et comptes rattachés	16.2	331 317	36 271	295 046	299 145
Autres créances et comptes de régularisation	16.3	319 074	4 366	314 708	320 661
Valeurs mobilières de placement (1)	17	114 828		114 828	382 332
Disponibilités (2)	17	285 273		285 273	319 809
Total Actif		**8 369 355**	**1 638 901**	**6 730 454**	**6 736 814**
Capital	18			514	514
Primes liées au capital				8 734	8 734
Réserves				-63 812	-24 577
Subventions				557 806	561 033
Résultat de l'exercice				-55 367	2 949
Autres					
Total Capitaux Propres part du groupe				**447 875**	**548 652**
Intérêts hors groupe				779 857	771 753
Autres fonds propres				**10 230**	**0**
Droits du concédant	19			10 230	0
Provisions	20			47 437	36 588
Comptes courants des associés majoritaires				33 373	7 056
Comptes courants des associés minoritaires (4)				236 974	356 952
Emprunts et dettes financières (3)	21			3 389 979	3 269 558
Fournisseurs et comptes rattachés	16.2			363 877	420 691
Autres dettes et comptes de régularisation	16.3			1 420 851	1 325 564
Dont écarts d'acquisition négatifs					
Total Passif				**6 730 454**	**6 736 814**

(1)	31/12/2025	31/12/2024
VMP corporate	18 822	270 447
VMP projet	87 373	103 880
Total VMP - Equivalent de trésorerie	**106 195**	**374 326**
VMP long terme en immobilisations financières	485 042	256 042
Total VMP au Bilan	**591 237**	**630 368**

(2)	31/12/2025	31/12/2024
Disponibilités corporate	231 367	232 137
Disponibilités projet	53 906	87 672
Total disponibilités	**285 273**	**319 809**

(3)	31/12/2025	31/12/2024
Dette projet sans recours actionnaire	2 207 110	2 050 303
Dette corporate	1 182 869	1 219 255
Total emprunts et dettes financières	**3 389 979**	**3 269 558**

(4)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes courants des associés minoritaires bloqués	50 706	48 469
Comptes courants des associés minoritaires non bloqués	186 267	308 483
Total comptes courants des associés minoritaires	**236 974**	**356 952**

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2025

En K€ :	Notes :	31/12/2025	31/12/2024 publié	31/12/2024 proforma
Chiffre d'affaires	4	837 647	817 032	825 408
Production immobilisée intragroupe	5	247 545	356 985	356 985
Autres produits d'exploitation	5	43 405	53 504	36 016
Achats consommés		-582 323	-675 363	-669 308
Charges de personnel	6.2	-155 324	-143 671	-142 144
Autres charges d'exploitation		-75 609	-52 468	-53 207
EBITDA (*)		*315 342*	*356 018*	*353 750*
Impôts et taxes		-8 294	-8 990	-8 990
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	7	-350 373	-275 089	-266 647
Résultat de cession sur éléments d'actifs corporels et incorporels		-1 313		-453
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		**-44 638**	**71 939**	**77 660**
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition positifs liés aux entités intégrées	7-11	-13 469	-1 857	-1 857
Reprises des écarts d'acquisition négatifs liés aux entités intégrées	7-11			
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		**-58 108**	**70 082**	**75 803**
Charges et produits financiers	8	-140 840	-107 161	-115 565
Résultat courant des sociétés intégrées		**-198 948**	**-37 078**	**-39 762**
Charges et produits exceptionnels	9	47 028	24 797	27 480
Participation des salariés		-3 305	-5 655	-5 655
Impôt sur les bénéfices	10	-10 035	-27 041	-27 041
Résultat net des entreprises intégrées		**-165 260**	**-44 978**	**-44 978**
Résultat net lié aux entités mises en équivalence				
Résultat net de l'ensemble consolidé		**-165 260**	**-44 978**	**-44 978**
Intérêts minoritaires		-109 893	-47 927	-47 927
Résultat net (part du groupe)		**-55 367**	**2 949**	**2 949**

Les données proforma au 31 décembre 2024 sont établies comme si le règlement ANC 2022-06 avait été appliqué sur l'exercice 2024.

(*)	31/12/2025	31/12/2024
EBITDA Projet	199 008	192 481
EBITDA Corporate	116 334	163 538
Total	**315 342**	**356 018**

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2025

En K€ :	31/12/2025	31/12/2024 publié	31/12/2024 proforma
Résultat net des entreprises intégrées	-165 260	-44 978	-44 978
Ajustements			
Elim. des amortissements et provisions	348 767	271 631	271 631
Elim. de la variation d'impôt différé	-1 337	-732	-732
Elim. Des intérêts	138 157		116 377
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-33 015	424	424
Total marge brute d'autofinancement	**287 311**	**226 344**	**342 722**
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	74 823	25 850	25 850
Flux de trésorerie générés par l'activité	**362 134**	**252 194**	**368 572**
Incidence des variations de périmètre	-10 888	-6 155	-6 155
Acquisition d'immobilisations	-450 828	-568 132	-591 847
Variation BFR investissement	7 551	-18 374	-18 374
Acquisitions / cessions d'immobilisations financières	-15 545	-218 455	-17 713
Produits des investissements financiers	16 973		26 585
Acompte sur cession d'immobilisations			
Subventions d'investissements reçues	26 528		23 715
Variation des VMP long terme	-229 000		-200 741
Cession d'immobilisations	607	1 717	1 717
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	**-654 603**	**-809 398**	**-782 813**
Augmentation de capital	98 626		
Augmentations (réductions) de comptes courants hors groupe	-29 254	-29 771	-29 771
Emission d'emprunts	989 221	438 343	438 343
Remboursement d'emprunts	-868 328	-366 718	-366 718
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	-42 090		0
Dividendes payés aux minoritaires	-2 162		0
Charge d'intérêts	-155 513		-143 430
Produits d'intérêts	384		468
Cession (acq.) nette actions propres	-627	-8 006	-8 006
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	**-9 744**	**33 848**	**-109 114**
Incidence de la variation des taux de change			
Incidence des changements de principes comptables			
Variation de trésorerie	**-302 213**	**-523 357**	**-523 357**
Trésorerie d'ouverture	693 416	1 216 773	1 216 773
Trésorerie de clôture	391 203	693 416	693 416

A compter de l'exercice 2025, le groupe a opté pour l'application de l'avis n°30 de l'ordre des experts comptables de 1997, autorisant la présentation suivante :

- Les intérêts sur emprunts et comptes courants, habituellement classés parmi les flux de trésorerie liés à l'activité, sont désormais présentés parmi les flux de financement, dans la mesure où ces intérêts donnent la mesure du coût de financement du groupe,
- Les produits des investissements financiers, habituellement classés parmi les flux de trésorerie liés à l'activité, sont désormais présentés parmi les opérations d'investissement, dans la mesure où ces produits constituent un retour sur investissement,
- La trésorerie exclut les comptes à terme qui ont été ouverts plus de 3 mois avant la clôture ou dont l'échéance est à plus de trois mois après la clôture.

Les données proforma au 31 décembre 2024 sont établies comme si l'avis n°30 de l'ordre des experts comptables de 1997 avait été appliqué sur l'exercice 2024.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Libellés (K€)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat groupe	Subventions	Groupe	Hors Groupe	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2023	**514**	**8 734**	**-57 319**	**33 725**	**562 925**	**548 578**	**821 118**	**1 369 696**
Résultat de l'exercice				2 949		2 949	-47 926	-44 978
Ecarts de conversion								
Distribution de dividendes			0			0	0	0
Variation de capital								
Incidences des variations de périmètre			0			0	-2 375	-2 375
Variation des subventions d'investissements			-929		-1 892	-2 822	930	-1 892
Affectation du résultat			33 725	-33 725		0	0	0
Autres mouvements			-54			-54	7	-47
Capitaux propres au 31/12/2024	**514**	**8 734**	**-24 578**	**2 949**	**561 033**	**548 652**	**771 753**	**1 320 405**
Résultat de l'exercice				-55 367		-55 367	-109 893	-165 260
Ecarts de conversion								
Distribution de dividendes			-42 090			-42 090	-2 162	-44 252
Variation de capital (1)			87 236			87 236	75 264	162 500
Incidences des variations de périmètre (2)			-87 236			-87 236	44 802	-42 434
Variation des subventions d'investissements			-89		-3 226	-3 315	89	-3 226
Affectation du résultat			2 950	-2 950		0		0
Autres mouvements			-4			-4	4	0
Capitaux propres au 31/12/2025	**514**	**8 734**	**-63 810**	**-55 368**	**557 806**	**447 875**	**779 857**	**1 227 732**

(1) Dont 75 264 K€ relatif à la part revenant aux minoritaires sur l'augmentation de capital chez Altitude Infra au 1er avril 2025

(2) Dont 49 066 K€ en hors groupe liés à l'ouverture du capital d'Altitude Infra aux investisseurs Arjun et Infrared au 1er avril 2025.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTES ANNEXES

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2025 2
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2025 3
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2025 4
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES 5

1 Faits majeurs de l'exercice 9

2 Principes et méthodes comptables 14

2.1 Règles et méthodes comptables 14
2.2 Entités ad hoc 15
2.3 Bases d'évaluations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés 15
2.4 Recours à des estimations 15
2.5 Regroupements d'entreprises 15
2.6 Conversion des créances, dettes, transactions et flux libellés en monnaies étrangères 16
2.7 Immobilisations incorporelles 16
2.8 Délégation de Service Public 17
2.9 Immobilisations corporelles 18
2.10 Contrats de location 19
2.10.1 Crédit-bail 19
2.10.2 Location simple 19
2.11 Participations et autres immobilisations financières 19
2.12 Stocks et en-cours 19
2.13 Valeurs mobilières de placement 20
2.14 Créances 20
2.15 Impôt différé 20
2.16 Engagements envers les salariés 22
2.17 Provisions 22
2.18 Fournisseurs et autres créditeurs 22
2.19 Chiffre d'affaires 22

3 Périmètre de consolidation 23

3.1 Sociétés consolidées 23
3.2 Sociétés exclues du périmètre de consolidation 27

4 Chiffre d'affaires 28

5 Autres produits 28

6 Personnel 29

6.1 Effectifs 29
6.2 Charges de personnel 29

7 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises 29

8 Résultat financier 30

9 Résultat exceptionnel 30

10 Impôts sur les résultats 31
10.1 Charge d'impôt 31
10.1.1 Détail de la charge d'impôt 31
10.1.2 Taux effectif d'impôt 31
10.1.3 Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique 32
10.2 Actifs et passifs d'impôts différés 32
11 Ecarts d'acquisition 33
12 Immobilisations incorporelles nettes 34
13 Immobilisations mises en concession 35
14 Immobilisations corporelles nettes 37
15 Immobilisations financières nettes 37
16 Postes de bilan relatifs au besoin en fonds de roulement 38
16.1 Stocks et encours 38
16.2 Créances et dettes d'exploitation 38
16.3 Autres créances et autres dettes d'exploitation 38
17 Trésorerie et équivalents de trésorerie 39
18 Capitaux propres consolidés 40
19 Autres fonds propres 40
20 Provisions 40
21 Emprunts bancaires et passifs financiers 41
22 Dettes garanties par des sûretés réelles 42
23 Honoraires des commissaires aux comptes 42
24 Engagements hors bilan 43
25 Rémunération des membres des organes d'administration, de direction, ou de surveillance 45
26 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice 45

1 Faits majeurs de l'exercice

Changement de réglementation comptable

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, la société applique le règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, venu modifier le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Ce règlement a pour objectif de renforcer la lisibilité et la comparabilité des comptes annuels, notamment par une évolution de la présentation du compte de résultat et des informations en annexe.

Les principales évolutions concernent notamment la redéfinition du périmètre du résultat exceptionnel, désormais limité aux produits et charges directement liés à des événements majeurs et inhabituels, la suppression des comptes de transferts de charges, ainsi que l'actualisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers.

L'application de ce nouveau cadre comptable a conduit essentiellement à des reclassements de présentation, sans impact sur le résultat ni sur la situation nette de la société.

Afin d'assurer la comparabilité des informations financières entre exercices, un tableau de passage entre l'ancienne et la nouvelle présentation des comptes a été établi.

	Ancien poste des états financiers	Nouveaux postes des états financiers	Montants N	Montants N-1
Remboursements de charges de personnel	Autres produits d'exploitation	Charges de personnel	1 757	1 526
Refacturations de charges	Autres produits d'exploitation / Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires	23 982	29 285
Produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	Charges et produits exceptionnels	Résultat de cession sur éléments d'actifs corporels et incorporels	607	1 717
VNC des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	Charges et produits exceptionnels	Résultat de cession sur éléments d'actifs corporels et incorporels	1 920	2 170
Produits de cession des immobilisations financières	Charges et produits exceptionnels	Charges et produits financiers	5	106
VNC des immobilisations financières	Charges et produits exceptionnels	Charges et produits financiers	575	54
Frais d'émission des emprunts (activation)	Autres produits d'exploitation	Achats consommés	25 556	9 167
Frais d'émission des emprunts (dotation)	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	Charges et produits financiers	7 943	8 456

Ouverture du capital Altitude Infra

Dans la continuité de la réorganisation du groupe qui s'est opérée au cours de l'exercice 2023, Altitude Infra a poursuivi l'ouverture de son capital à ses investisseurs minoritaires le 1er avril 2025.
Ces opérations ont de facto entrainé la dilution de la participation ATH dans le sous-groupe Altitude Infra, portant ainsi sa participation de 60,69% à 54,18%. La dilution est assimilée à une cession partielle et a entraîné la comptabilisation en produit exceptionnel d'un résultat de cession de 38.2 millions d'euros.

Changement de gouvernance

Changement de gouvernance chez Altitude Infra THD

Cédric Falgas a été nommé au poste de Directeur Général Altitude Infra THD, à compter du 1er décembre 2025. Il exerce ses fonctions sous la responsabilité d'Arnaud Van Troeyen, Directeur Général d'Altitude Infra, et rejoint le Comité de direction.

Dans ses nouvelles fonctions, il a pour responsabilités de renforcer et développer les liens avec les collectivités et les opérateurs commerciaux, d'accompagner l'accélération de la commercialisation des réseaux, de piloter la transition liée à la fermeture du réseau cuivre d'ici 2030 et d'accompagner l'émergence de nouveaux services et usages publics reposant sur l'infrastructure Très Haut Débit.

Changement de gouvernance chez Covage

Le marché de la connectivité pour les entreprises connaît une forte demande, portée par la digitalisation des activités et les nouveaux besoins en télétravail.
Covage, unique opérateur wholesale français offrant une gamme complète de solutions fibre (FTTO, FTTH, FTTE) et mobile (4G, 5G) dédiée aux entreprises et collectivités, couvre l'ensemble du territoire national.

Dans ce contexte de développement et de renforcement de la performance des infrastructures numériques au service des collectivités et des entreprises, les nominations suivantes ont eu lieu :

- Stéphanie Lynch-Habib a été nommée Directrice Générale de Covage à compter du 15 septembre 2025, succédant à Aymeric de Cardes ;
- Ilham Djehaich, jusqu'ici Directrice Générale d'Altitude Infra THD, a été nommée Directrice Générale des concessions Covage (FTTO) à compter du 15 décembre 2025.

Sous leur direction, Covage poursuivra le déploiement de ses réseaux, le renforcement de la qualité de service et l'accompagnement des entreprises et collectivités dans leur transformation numérique.

Appels d'offre et contrats de DSP

Altitude Infra

Prolongations de conventions de Délégations de Service Public

Les conventions de Délégation de Service Public de la Somme, de Dunkerque et de THD 06 ont été prolongées respectivement de 2, 3 et 4 ans.

Marché de travaux de la Manche

Dans le cadre du marché de travaux de la Manche, la défaillance d'un sous-traitant est intervenue au cours de l'exercice. Le groupe a pris toutes les mesures nécessaires afin d'en limiter l'impact. Toutes les incidences comptables ont été évaluées et traduites dans les états financiers consolidés.

Pôle BtoB

L'année 2025 a été marquée par trois succès majeurs pour Covage Infra Concession, confirmant son rôle de partenaire stratégique des territoires dans le déploiement et la gestion d'infrastructures numériques durables.

Attribution d'une Délégation de Service Public pour la reprise et l'exploitation des réseaux Sequantic et Irisé

Covage Infra Concession a remporté un appel d'offres pour la reprise, l'exploitation et le développement de réseaux fibres très haut débit sur le territoire du Sipperec. Ce contrat, d'une durée de 20 ans, repose sur un programme d'investissements visant à accroître la résilience et la performance de ces infrastructures qui desservent plus de 150 000 entreprises et sites publics. Cette opération consolide la place de Covage comme acteur clé du très haut débit professionnel en France et témoigne de son savoir-faire dans la gestion d'actifs stratégiques à fort enjeu technologique.

Lauréat de la Délégation de Service Public « Oise Connect »

Covage a également été désigné par le syndicat mixte Oise Très Haut Débit comme nouveau délégataire de la DSP « Oise Connect », dédiée à la modernisation du réseau d'initiative publique du département pour les 15 années à venir. Ce projet ambitieux mobilisera 5,4 M€ d'investissements autofinancés afin de renforcer la résilience du réseau, déployer une collecte optique de dernière génération et étendre l'accès au très haut débit aux PME et TPE locales.
Outre la connectivité, Covage proposera un Réseau Multiservices (RMS) associant hébergement souverain des données, cybersécurité, continuité d'activité et vidéoprotection mutualisée. L'infrastructure soutiendra le développement économique local, notamment autour du datacenter départemental, et devrait compter près de 3 000 clients actifs à l'horizon de fin de délégation. L'ouverture de locaux dédiés et la mobilisation d'une équipe de proximité renforceront la présence territoriale de Covage dans l'Oise.

Renouvellement de la Délégation de Service Public du Marché International de Rungis

En avril 2025, Covage a été renouvelé par la SEMMARIS, gestionnaire du Marché International de Rungis, pour une durée de 12 ans. Ce renouvellement de contrat vient renforcer la dynamique initiée depuis près d'une décennie et marque une nouvelle étape dans l'évolution des services proposés aux entreprises du Marché.

Ces délégations illustrent la dynamique de croissance de Covage Infra Concession, son engagement en faveur de la souveraineté numérique des territoires et sa capacité à allier performance technique et service public dans la durée.

Croissance externe et développements

Altitude Infra

Produit d'indemnité d'assurance Warranty & Indemnity

Le Groupe a réalisé une acquisition il y a 4 ans. Dans ce cadre, il avait souscrit à une assurance W&I. Cette assurance a été actionnée et le groupe a perçu en 2024 et 2025 des indemnités des assureurs, respectivement de 30 et 24.7 millions d'euros.

D'autres demandes dans le cadre de cette assurance W&I sont en cours d'examen par les assureurs et leurs experts.

L'indemnité de l'assurance a été constatée en produit exceptionnel (cf. note 9).

Pôle BtoB

Néant

Financements

Altitude Infra

Refinancement de Losange

En mai 2025, Losange, titulaire depuis juillet 2017 de la Délégation de Service Public (DSP) attribuée par la Région Grand Est pour la conception, l'établissement, l'exploitation, la commercialisation et le financement d'un réseau THD couvrant les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, a finalisé son refinancement à très long terme par une opération hybride d'un montant de 735 millions d'euros combinant institutionnels et partenaires bancaires.

Cette dette est composée :

- D'un crédit bancaire à taux variable d'une maturité de 20 ans, pour un montant de 375 millions d'euros ;
- De deux tranches obligataires à taux fixe d'une maturité de 26 ans, souscrites par des investisseurs institutionnels pour un montant total de 325 millions d'euros,
- D'une ligne de 35 millions d'euros destinée à la réserve du service de la dette sous forme de DSRF (Debt Service Revolving Facility). Ce crédit DSRF n'a pas été tiré par la Société en 2025.

Refinancement de Fibre 31

En décembre 2025, le refinancement de FIBRE 31, titulaire depuis mai 2018 de la Délégation de Service Public (DSP) attribuée par le syndicat mixte Haute-Garonne Numérique pour la conception, l'établissement, l'exploitation, la commercialisation et le financement du réseau de communication à très haut débit, a été finalisé pour un montant de 213 millions d'euros.
Cette dette est composée :

- D'un crédit bancaire à taux variable d'une maturité de 18 ans, pour un montant de 160 millions d'euros ;

- D'un crédit bancaire à taux fixe d'une maturité de 18 ans, pour un montant de 40 millions d'euros,
- D'une ligne de 13 millions d'euros destinée à la réserve du service de la dette sous forme de DSRF (Debt Service Revolving Facility). Ce crédit DSRF n'a pas été tiré par la Société en 2025.

Pôle BtoB

Covage Infra :

En novembre 2022, la société Covage Infra a signé un contrat de crédit avec la banque allemande NORD LB pour 150 millions d'euros, visant en partie à refinancer les apports d'ATH dans la société mais également à financer en partie les investissements des trois prochains exercices.

Sur l'exercice 2025, Covage Infra a effectué le dernier tirage complémentaire pour 4,5M€.

Déploiement et commercialisation des réseaux

Altitude Infra

Construction des réseaux

Durant l'exercice 2025, AITHD et ses filiales ont poursuivi leur activité de construction des réseaux, faisant passer le nombre de prises commercialisables FttH de 3 971 ku à 4 141 ku, soit une croissance de 171 ku (+4%) en 2025.

Fin des travaux de premier établissement

Au cours de l'exercice 2025, les réserves des Recettes Globales et Définitives ont été levées sur les Délégations de Service Public suivante :

- Fibre 21 : Levée des réserves le 30 juin 2025,
- Fibre 40 : Levée des réserves le 30 juin 2025,
- Yconik : Levée des réserves le 30 juin 2025,
- Fibre 39 : Levée des réserves le 30 septembre 2025,
- Haute-Savoie : Levée des réserves le 19 décembre 2025.

Activité commerciale

Durant l'exercice 2025, AITHD et ses filiales ont poursuivi la commercialisation de leurs réseaux, faisant passer le nombre de prises commercialisées FttH de 2 157 ku à 2 515 ku, soit une croissance de 358 ku (+17%) et un taux de pénétration à 60,7% en 2025.

Pôle BtoB

Néant

Renforcement de la démarche RSE au niveau Groupe

La plupart des points de passage 2025 sont atteints, voire dépassés, et la gouvernance de notre démarche montre toute son efficacité : nos principales filiales progressent significativement sur l'ensemble des quatre piliers (Gouvernance, Environnement, Social et Sociétal), et de manière globalement homogène.

Le dynamisme de la démarche RSE au sein du groupe est portée par les éléments suivants :
- Sortie de notre premier e-learning RSE, de notre premier rapport de durabilité au format VSME (format simplifié de la CSRD), de notre première stratégie climat ;
- Obtention de nos premières labellisations Great Place To Work ;
- Progression de nos évaluations Ecovadis ;
- Déploiement de notre charte achats responsables et de notre code éthique.

2 Principes et méthodes comptables

2.1 Règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés de la société Altitude SAS, ci-après le « Groupe » sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en France, telles que définies par le règlement 2020-01 de l'ANC du 06/03/20. Les méthodes comptables de référence pour l'établissement des comptes consolidés sont les méthodes prévues par le règlement 2014-03 de l'ANC, dans sa version modifiée par le règlement 2022-06 de l'ANC.

Ils ont été établis à partir des comptes de la société Altitude SAS et de ses filiales arrêtés au 31 décembre 2025 pour une période de 12 mois, sauf pour les sociétés acquises, constituées, cédées ou liquidées sur l'exercice 2025.

Les principes de consolidation utilisés par le groupe sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable.

Les filiales dont la société Altitude SAS détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote ont été consolidées en intégration globale.

Les intérêts minoritaires négatifs des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation ont été reclassés, conformément au règlement 2020-01 de l'ANC du 06/03/20, dans les capitaux propres part du groupe. Si, ultérieurement, l'entreprise consolidée réalise des bénéfices, les intérêts majoritaires sont alors crédités de tous ces profits jusqu'à ce que la partie des pertes imputables aux intérêts minoritaires que le groupe avait assumé ait été totalement éliminée.

Il a été décidé de comptabiliser les subventions d'investissements en capitaux propres. En effet, les sociétés exploitant les délégations de service public bénéficient de subventions, définitivement acquises à la date d'octroi des subventions.

Les subventions d'investissements rattachées aux immobilisations amortissables sont reprises en résultat d'exploitation au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer.

2.2 Entités ad hoc

Les entités au sein desquelles :

(i) La société ALTITUDE SAS exerce directement ou indirectement un contrôle en substance
(ii) La société ALTITUDE SAS bénéficie des avantages de l'entité

Sont réputées être contrôlées exclusivement par la société mère et, à ce titre, sont intégrées globalement.

2.3 Bases d'évaluations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon la convention du coût historique.

2.4 Recours à des estimations

Pour établir ses comptes la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction du Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction du Groupe portent notamment sur l'évolution des engagements envers les salariés (2.16), les immobilisations incorporelles (2.7), les provisions (2.17) et les impôts différés (2.15).

2.5 Regroupements d'entreprises

La différence entre le coût d'acquisition des titres et la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Les biens destinés à l'exploitation sont évalués à la valeur d'utilité. Les biens non destinés à l'exploitation sont estimés à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur nette probable de réalisation.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif du bilan et peuvent faire l'objet d'un amortissement linéaire pour une durée qui dépend des conditions propres à chaque acquisition. Le détail de ces écarts d'acquisition est présenté au paragraphe 11.

Par ailleurs, en application du règlement ANC 2015-06, il a été décidé de maintenir le plan d'amortissement antérieur pour tous les écarts d'acquisition.

2.6 Conversion des créances, dettes, transactions et flux libellés en monnaies étrangères

Les créances et dettes libellées en devises, dans un premier temps sont converties sur la base des cours de change effectifs au moment des transactions. Ils sont ensuite réévalués en fonction des taux en vigueur à la date de clôture. Les différences de change résultant de cette réévaluation sont constatées au compte de résultat. Les transactions en devises, quant à elles, restent converties aux taux en vigueur à la date de leur réalisation. Il en va de même des flux de trésorerie.

2.7 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et correspondent pour l'essentiel à :

- Des concessions, brevets et droits similaires qui font l'objet d'un amortissement en fonction de leur durée d'exploitation ;
- Des relations clients, reconnues majoritairement dans le cadre de la démarche d'identification et de valorisation des actifs et passifs acquis lors de l'acquisition des réseaux de Covage (durée d'amortissement calculée en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus par l'élément d'actif);
- Des solutions informatiques amorties linéairement sur une durée de 1 à 5 ans ;
- Des fonds commerciaux ;
- Des frais d'établissement : ces frais sont composés de frais d'enregistrement et ont été maintenus en immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. L'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif).
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu.
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté significativement durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénales et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement.
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif.
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions.
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, nette de coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets de trésorerie attendus non actualisés. Ces derniers sont déterminés sur la base des données budgétaires validées par la direction opérationnelle concernée.

Dans la mesure où la valeur nette comptable est inférieure à la valeur actuelle, une provision pour dépréciation est comptabilisée. Les provisions correspondant aux pertes pérennes de valeur sont irréversibles.

2.8 Délégation de Service Public

Différentes filiales sous contrôle exclusif sont titulaires de contrats de Délégation de Service Public (DSP) portant sur le déploiement, l'activation et l'exploitation de réseaux départementaux très haut débit.
Ces contrats de délégation de service public font l'objet :

- D'investissements initiaux permettant l'implantation et le déploiement d'une infrastructure très haut débit. Ces investissements font l'objet d'un amortissement tel que prévu au contrat de délégation de service public ou à défaut sur la durée d'exploitation du contrat de délégation de service public.

- D'investissements pendant l'exécution du contrat de DSP. Ces investissements résultent d'une obligation contractuelle prévue dans le contrat de délégation de service public. Ils ont pour objectif de garantir la qualité du service assuré par le fermier.

- Ces investissements constituent parfois des biens de retour qui reviennent en fin de contrat de DSP à la collectivité gratuitement pour les biens amortis et moyennant versement d'une indemnité pour les biens non amortis (correspondant à la valeur nette comptable déduction faite de la part de subvention d'investissement non reprise au compte de résultat). Le montant de ces investissements pourra évoluer, notamment à la baisse, en fonction de l'évolution du plan d'affaire de chaque contrat et sous réserve du respect de l'équilibre économique de la délégation.

- Du versement par la collectivité d'une subvention d'investissement initiale destinée à financer une quote-part de l'infrastructure. Cette subvention est reprise en résultat au même rythme que l'amortissement des investissements financés par cette subvention.

Les DSP sont amorties sur la durée du contrat.

Les durées contractuelles des DSP concessives, en régie ou en affermage sont les suivantes :

- 3CNET : 20 ans
- Altitude Infra Calvados : 30 ans
- Altitude Infra Coeur Côte Fleurie : 30 ans
- Altitude Infra Dunkerque Grand Littoral : 25 ans
- Altitude Infra Grand Nancy : 20 ans
- Altitude Infra Haute Savoie : 22 ans
- Altitude Infra Somme : 19 ans
- Caen.com : 20 ans
- Clermont Communauté Networks : 20 ans
- Coval Networks : 20 ans
- Dioptic : 15 ans
- Emeraude THD : 15 ans
- Fibre 31 : 25 ans
- Fibre 39 : 30 ans
- Grand Lyon THD : 25 ans
- Grand Poitiers : 20 ans
- Hérault Télécom : 12 ans
- Losange : 35 ans
- Manche Fibre : 20 ans
- Min THD : 12 ans
- Nantes Networks : 25 ans
- Octogone Fibre : 30 ans
- Rosace : 30 ans
- Seine Essonne Très Haut Débit : 28 ans
- Sem@for77 : 25 ans
- Sequantic : 20 ans
- Solstice Grand Angoulème : 25 ans
- Sud Bourgogne Networks : 12 ans
- THD06 : 19 ans
- THD 66 : 15 ans
- THD83 : 20 ans
- Tutor Europ Essonne : 25 ans
- Vannes Agglo : 25 ans
- Yconik : 30 ans

2.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Constructions : 20 à 25 ans
- Agencements des constructions : 6 à 25 ans
- Installations techniques : 6 à 15 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier de bureau : 8 ans
- Matériel de transport : 4 ans

2.10 Contrats de location

2.10.1 Crédit-bail

Les biens acquis en crédit-bail et contrats assimilés sont immobilisés lorsqu'au moins une des trois conditions suivantes est remplie :

- Le contrat prévoit le transfert de la propriété au terme de la durée du bail sur option, et les conditions d'exercice de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail ;
- La durée du bail recouvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur ;
- La valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la valeur vénale du bien loué à la date de conclusion du bail.

Les actifs détenus en vertu de contrats de crédit-bail sont amortis sur leur durée d'utilisation ou, lorsqu'elle est plus courte, sur la durée du contrat de location correspondant.

Aucun contrat de ce type n'a été contracté.

2.10.2 Location simple

Les contrats de location ne possédant pas les caractéristiques d'un contrat de location-financement sont enregistrés comme des contrats de location opérationnelle, et seuls les loyers sont enregistrés en résultat.

2.11 Participations et autres immobilisations financières

Les participations non consolidées et les créances rattachées peuvent faire l'objet d'une dépréciation si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable.

2.12 Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués selon la méthode FIFO.
Une éventuelle provision pour dépréciation est constituée pour couvrir tout excédent de la valeur comptable par rapport à la valeur nette de réalisation ou en l'absence de perspective d'utilisation.

Par ailleurs, les coûts de commercialisation directement imputables ainsi que les charges financières sont incorporés dans le prix de revient des actifs stockés.

2.13 Valeurs mobilières de placement

Les VMP sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.14 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.
Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque la valeur d'inventaire calculée en fonction des perspectives de remboursement est inférieure à la valeur comptable.

2.15 Impôt différé

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs, et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.
Les différences sont temporaires lorsqu'elles doivent s'inverser dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé, généré par des pertes fiscales, est comptabilisé dès lors qu'il existe des éléments probants et convaincants qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Au 31 décembre 2025, des déficits fiscaux ont été activés à hauteur de 3 183 K€ en base sur le périmètre de l'intégration fiscale AITHD, afin de ramener le solde d'impôt différé passif de l'intégration fiscale à une valeur nulle.

Le montant total des déficits fiscaux non activés par le Groupe s'élève à 673.7 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Les impôts différés ont été retenus sur une base nette par entité fiscale.

Au 31 décembre 2025, les impôts différés sont calculés au taux de 25%.

Périmètre d'intégration fiscale ATH :

Le groupe d'intégration fiscale ATH a été créé le 1er janvier 2009, avec ATH pour société mère.

Au 31 décembre 2025, celui-ci comprend les sociétés Altitude Infrastructure, Covage Infra, Covage Infra Concessions Holding, Covage Infra Concessions, Gélos, Ouréa, Sud Bourgogne Networks, Hel, Magni, Mimir, Infra Btob Holdco, Geri, Modi, Ordos, Perses, Vidar, Ubicité, Grand Lyon THD, Nantes Networks, Seine Estuaire Networks, Fibréa, Grand Poitiers Networks, Min THD, Sequantic Telecom, 3CNET, Clermont Communauté Networks, Coval Networks, Arras Networks, Creusot Montceau Networks, Solstice Grand Angoulême, Sem@for 77, Grand Chalon Networks, Caen.com, Phibee Telecom, Airmob Groupe, Airmob, Airmob Infra Full, Horcos, Nomos, AIH Projet 3, AIH Projet 4, Themis, Selene, Pallas, B2B Projet 1, B2B Projet 2, Netwo, Linkt Holding, Linkt, Linkt Projet1, Linkt Projet 2, Linkt Projet 3.

Périmètre d'intégration fiscale Altitude Infra :

Le groupe d'intégration fiscale Altitude Infra a été créé le 1er janvier 2024, avec Altitude Infra pour société mère.

Au 31 décembre 2025, celui-ci comprend les sociétés Altitude Infrastructure Exploitation, Altitude Infrastructure Construction, Altitude infra adduction, Altitude Infra Projet 1, Altitude Infra Projet 2, Altitude Infra Projet 3, Altitude Infra Projet 4, Altitude Infra Projet 5, Altitude Infra Projet 6

Périmètre d'intégration fiscale ALTO :

Le groupe d'intégration fiscale Alto a été créé le 1er janvier 2018 au sein du sous-groupe AITHD avec pour société mère la société ALTO.

Au 31 décembre 2025, celui-ci comprend les sociétés Manche Fibre, Provence Alpes Connect, THD 06, THD 83, Vannes Agglo Numérique et Résoptic.

Périmètre d'intégration fiscale AITHD :

Le groupe d'intégration fiscale AITHD a été créé le 1er janvier 2021 avec pour société mère la société AITHD.

Au 31 décembre 2025, celui-ci comprend les sociétés Doubs La Fibre, Octogone Fibre, Altitude Fibre 39, Yconik, Erato, La Fibre 85, Altitude Fibre 21, Altitude Fibre 40, Niederbronn THD, Grand Est THD, Cécias, Glaucos, Munin et Vali, AITHD projet 1, AITHD Projet 5, Altitude Infra Gravelines, AITHD projet 3, AITHD projet 4, Hestia, Tutor, Tutor Investissement, Altitude Infra Calvados, Altitude infra Cœur Côte Fleurie, Altitude Infra Grand Nancy, Altitude Infra Dunkerque Grand Littoral, Altitude Infra Haute-Savoie, Altitude Infra Somme, Tutor Europ' Essonne, Seine Essonne Très Haut Débit.

Périmètre d'intégration fiscale Villas Ginkgos :

Le groupe d'intégration fiscale Villas Ginkgos a été créé le 1er janvier 2017 avec pour société mère la société BIEN VIVRE CHEZ SOI.

Au 31 décembre 2025, celui-ci comprend les sociétés Bien Vivre Chez Soi, Villas Ginkgos, Villas Ginkgos Bonne Fontaine, Villas Ginkgos Belles Rives, Ginkgos Immo, Villas Ginkgos Le Clos Saint-Jean, Villas Ginkgos Les Alisiers, Villas Ginkgos Les Demeures Rouennaises, Villas Ginkgos Les Demeures Yonnaises, Villas Ginkgos Le Biloba, Villas Ginkgos Le Parc, Villas Ginkgos Les Amandiers, Villas Ginkgos Les Figuiers, Villas Ginkgos Les Oliviers, Villas Ginkgos Les Lauriers, Villas Ginkgos L'Albizia et Villas Ginkgos Le Romarin.

Contrôles fiscaux :

Au 31 décembre 2025, il n'y a pas de vérification de comptabilité en cours sur les entités du groupe et tous les litiges ou discussions en cours avec l'administration fiscale ont été levés.

2.16 Engagements envers les salariés

Les salariés du Groupe peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite.

Les engagements correspondants sont pris en charge en fonction des droits acquis par les bénéficiaires sous forme :

- Soit de versements de cotisations à des organismes indépendants (compagnies d'assurances) chargés d'effectuer le paiement de ces pensions ou indemnités ;
- Soit de provisions.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Le calcul actuariel de la provision pour engagements de retraite prend en compte :

- La probabilité de présence dans l'entreprise du participant jusqu'à l'âge du versement de la prestation (âge de départ en retraite retenu de 67 ans) :
  - Nous avons utilisé les tables de mortalités de l'Insee pour prendre en compte les hypothèses de décès
  - Nous avons utilisé des taux de turnover spécifiques à chaque société et à trois classes d'âge différentes pour prendre en compte les hypothèses de départ du Groupe
- L'actualisation de la prestation à la date de l'évaluation, basée sur le taux du marché correspondant aux taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie, soit un taux de 4.04 % pour l'année 2025.

2.17 Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'il devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

2.18 Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur valeur nominale.

2.19 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que tous les critères suivants sont remplis :

- La preuve de l'existence d'un accord entre les parties peut être apportée ;
- La livraison du bien a eu lieu ou la prestation a été effectuée ;
- Le prix est fixe ou déterminable.

Le chiffre d'affaires généré par les ventes de produits est reconnu lors du transfert au client des risques et des avantages liés à la propriété.

Les revenus provenant du déploiement d'infrastructures et ou de réseaux haut débit et très haut débit sont constatés au fur et à mesure de l'avancement des installations.

3 Périmètre de consolidation

3.1 Sociétés consolidées

Le tableau ci-après fournit, pour les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation des exercices présentés, les renseignements suivants :

- Le pays dans lequel elles sont constituées ;
- Le lieu de leur siège social ;
- Les pourcentages de contrôle et d'intérêt propres à chacune (différents lorsque la participation détenue par le Groupe est indirecte et fait intervenir des sociétés que celle-ci ne contrôle pas à 100%).

Raison sociale	Pays	N° SIREN	Siège social	31/12/2025		31/12/2024	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
CSI ALTITUDE	France	379617822	Paris (75)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
A EVENTS	France	829379759	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ALCALA	France	513079426	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ALTITUDE GESTION IMMOBILIERE	France	843256835	Paris (75)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ALTEAME	France	509671012	Mont Saint Aignan (76)	81,11%	81,11%	81,11%	81,11%
ALTEAME PARTICIPATIONS	France	982738536	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	81,11%	100,00%	81,11%
ALTEAME ENERGY	France	878886555	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
IFE 3	France	878886563	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
IFE 4	France	982521619	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
IFE 5	France	982529950	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
PROJET 47	France	843655358	Paris (75)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ATH	France	431958313	Paris la Défense (92)	88,53%	88,53%	87,78%	87,78%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE	France	403112667	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE CONSTRUCTION	France	509601282	Paris la Défense (92)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE EXPLOITATION	France	509662052	Paris la Défense (92)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE THD	France	809822935	Paris la Défense (92)	52,82%	25,33%	52,82%	28,14%
ALTITUDE INFRA	France	922350418	Paris la Défense (92)	54,18%	47,97%	60,69%	53,27%
ALTITUDE INFRA Projet 1	France	982179665	Val de Reuil (27)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRA Projet 2	France	982187304	Val de Reuil (27)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRA Projet 3	France	982191058	Val de Reuil (27)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRA Projet 4	France	982171316	Val de Reuil (27)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRA Projet 5	France	982176539	Val de Reuil (27)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRA Projet 6	France	982179715	Val de Reuil (27)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRA ADDUCTION	France	922350483	Val de Reuil (27)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
AIH Projet 3	France	922393665	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
AIH Projet 4	France	922350616	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
PORTFOLIO THD	France	922350871	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE INFRA GRAVELINES	France	922351044	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
AITHD Projet 3	France	922238217	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
AITHD Projet 4	France	922240213	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
AITHD Projet 5	France	982170086	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE FIBRE 21 (CORAI)	France	831500038	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE FIBRE 39 (PRISME)	France	822893186	Lons-Le-Saunier (39)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE FIBRE 40 (PIXL)	France	845170604	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE INFRA CALVADOS	France	538581448	Colombelles (14)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE INFRA CŒUR COTE FLEURIE	France	527512081	Colombelles (14)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE INFRA HAUTE SAVOIE	France	798626750	Annecy (74)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE INFRA GRAND NANCY	France	498710193	Nancy (54)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE INFRA SOMME	France	807897608	Paris la Défense (92)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTO	France	819087032	Val de Reuil (27)	73,00%	18,49%	73,00%	20,54%
AIRMOB GROUPE	France	891000069	Toulouse (31)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
AIRMOB	France	823064704	Toulouse (31)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
AIRMOB INTRA FULL	France	891196420	Toulouse (31)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
ARRAS NETWORKS	France	479033789	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%

Raison sociale	Pays	N° SIREN	Siège social	31/12/2025		31/12/2024	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
AZALEE	France	509649745	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
B2B Projet 1	France	922519285	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
B2B Projet 2	France	922434980	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
CAEN.COM	France	478688039	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
CECIAS	France	905199766	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
CLERMONT COMMUNAUTE NETWORKS	France	491352324	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
COVAGE INFRA	France	894565431	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
COVAGE INFRA CONCESSIONS	France	894568252	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
COVAGE INFRA CONCESSIONS HOLDING	France	894566090	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
COVAL NETWORKS	France	491927554	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
CREUSOT MONCEAU NETWORKS	France	478354202	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
DOUBS LA FIBRE	France	797446283	Besancon (25)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE INFRA DUNKERQUE GRAND LITTORAL NETWORKS	France	508791639	Paris la Défense (92)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
EMERAUDE THD	France	829012731	Carcassonne (11)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
ERATO	France	824388383	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
EUREK@	France	805053451	Val de Reuil (27)	0,00%	0,00%	100,00%	87,78%
FIBREA	France	789341427	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
FIBRE 31	France	824290969	Toulouse (31)	75,05%	19,01%	75,05%	21,12%
SUD BOURGOGNE NETWORKS	France	908478670	Chatenoy-le-Royal (71)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
GELOS	France	894566785	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
GERI	France	905251112	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
GIE FIBR'ALSACE	France	819253568	St Etienne du Grès (13)	0,00%	0,00%	50,00%	26,64%
GIE FIBRE 31 DEPLOIEMENT	France	839835915	Val de Reuil (27)	70,00%	33,58%	70,00%	37,29%
GLAUCOS (RIVEO)	France	905198792	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
GRAND CHALON NETWORKS	France	484775481	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
GRAND LYON THD	France	813716941	Lyon (69)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
GRAND POITIERS NETWORKS	France	750217515	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
HEL	France	908480056	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
HERAULT PARTICIPATIONS	France	500480322	Paris la Défense (92)	81,00%	71,71%	81,00%	71,10%
HERAULT TELECOM	France	501304299	Saint-Aunes (34)	100,00%	71,71%	100,00%	71,10%
HESTIA	France	894567221	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
HORCOS	France	913534608	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
INFRA B2B HOLDCO	France	908481062	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
LA FIBRE 85	France	831500467	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
LOSANGE	France	830959771	Lesmenils (54)	57,00%	14,44%	57,00%	16,04%
GIE LOSANGE DEPLOIEMENT	France	831205372	Saint Etienne du Grès (13)	50,00%	23,99%	50,00%	26,64%
LOSANGE EXPLOITATION	France	831268156	Val de Reuil (27)	57,00%	27,34%	57,00%	30,36%
OISE CONNECT (ex MAGNI)	France	908480494	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
MANCHE FIBRE	France	814791554	Saint-Lô (50)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
MENIPPE (DIOPTIC)	France	845195619	Besancon (25)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
MIMIR	France	908480783	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
MIN THD	France	811792852	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
MODI	France	905250015	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
MUNIN	France	905203089	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
NANTES NETWORKS	France	538892621	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%

Raison sociale	Pays	N° SIREN	Siège social	31/12/2025		31/12/2024	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
NET 55	France	503746299	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
NET GRAND RODEZ	France	500048343	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
NETWO	France	844125229	Paris (75)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
NIEDERBRONN THD (OENOE)	France	845177625	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
NOMOS	France	913595062	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
OCTOGONE FIBRE	France	822189866	Montauban (82)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ORDOS SAS	France	834247058	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
OUREA	France	894568724	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
PACT	France	818009748	Val de Reuil (27)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
PALLAS	France	911092708	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
PERSES	France	905249124	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
PHIBEE	France	537507022	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
RESOPTIC	France	532745213	Val de Reuil (27)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
ROSACE	France	818463630	Entzheim (67)	72,00%	18,24%	72,00%	20,26%
ERBIUM	France	819099169	Val de Reuil (27)	50,00%	23,99%	50,00%	26,64%
GRAND EST THD (SALMACIS)	France	845179506	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
SEINE ESSONNE TRES HAUT DEBIT	France	751310749	Paris la Défense (92)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
SEINE ESTUAIRE NETWORKS	France	753422336	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
SELENE	France	910995752	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
SEM@FOR 77	France	492990262	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
SEQUANTIC TELECOM	France	505271619	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
SOLSTICE GRAND ANGOULEME	France	493589113	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
THD 06	France	820552065	Val de Reuil (27)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
THD 66	France	829010255	Perpignan (66)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
THD 83	France	519238166	Val de Reuil (27)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
THEMIS	France	910996263	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
TUTOR	France	439748013	Paris la Défense (92)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
TUTOR EUROPE ESSONNE	France	538613829	Paris la Défense (92)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
TUTOR INVESTISSEMENT	France	798114229	Paris la Défense (92)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
UBICITE	France	905247300	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
VALI	France	905197232	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
VANNES AGGLO NUMERIQUE	France	790362057	Theix-Noyalo (56)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
VIDAR	France	905247987	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
YCONIK	France	822949459	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
3CNET	France	449509082	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
LINKT	France	815109467	Paris la Défense (92)	100,00%	88,41%	100,00%	87,61%
LINKT HOLDING	France	824056725	Paris (75)	99,87%	88,41%	99,81%	87,61%
Projet 3.1	France	832839229	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	88,41%	100,00%	87,61%
Projet 3.2	France	832839286	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	88,41%	100,00%	87,61%
Projet 3.3	France	844332569	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	88,41%	100,00%	87,61%
VILLA GINKGOS - BIEN VIVRE CHEZ SOI	France	529461923	La Roche sur Yon (85)	58,43%	58,43%	58,43%	58,43%
VILLA GINKGOS - BELLES RIVES	France	819969882	Les Sables d'Olonne (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - BONNE FONTAINE	France	809380520	Challans (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - GINKGOS IMMO	France	804166635	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINGKOS – L'ALBIZIA	France	907939052	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%

Raison sociale	Pays	N° SIREN	Siège social	31/12/2025		31/12/2024	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
VILLA GINKGOS - LE CLOS ST JEAN	France	792720294	Saint Jean de Monts (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - LE ROMARIN	France	907939102	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - LES ALISIERS	France	791122583	Les Sables d'Olonne (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - LES AMANDIERS	France	833354681	Mont de Marsan (40)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - LE BILOBA	France	844259846	Bourges (18)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - LES DEMEURES YONNAISES	France	829982834	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - LES DEMEURES ROUENNAISES	France	832113328	Rouen (76)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS – LES FIGUIERS	France	879781128	Louviers (27)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS – LES LAURIERS	France	879750925	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS – LES OLIVIERS	France	879781177	Toulouse (31)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - LE PARC	France	844403840	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - VILLA GINGKOS	France	922213921	La Roche sur Yon (85)	90,00%	52,58%	90,00%	52,58%
VILLA GINKGOS - PROJET 4	France	982721987	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - PROJET 5	France	982719460	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - PROJET 6	France	982667610	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%

La société Eureka a fait l'objet d'une fusion au régime simplifiée au profit de la société Altitude Infrastructure au cours de l'exercice 2025.

En décembre 2025, la société GIE Fibr'Alsace a été dissoute.

Les filiales du groupe sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle (Rosace Exploitation, GIE Fibr'Alsace, Losange Déploiement, Losange Exploitation) ou de l'intégration globale et clôturent leurs comptes au 31 décembre.

3.2 Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Les sociétés contrôlées non consolidées sont :

- Soit des coquilles vides en attente d'utilisation,
- Soit des sociétés contrôlées non matérielles et dont la nature de l'activité est différente des 2 secteurs d'activités principaux du groupe (télécom et résidences sénior),
- Soit des sociétés ayant cessé toutes activités et qui sont à différents stades juridiques d'un processus de fermeture.

Le tableau ci-après fournit la liste des sociétés non consolidées au 31 décembre 2025 :

Dénomination et formes sociales	Pays	Siège social	% d'intérêt	Motif de non-inclusion
Far East & Co Limited	Royaume-Uni	Weybridge	100%	Société non matérielle et activité différente de celles du Groupe
FC Cube	Malte	Zebbug	100%	Société non matérielle et activité différente de celles du Groupe
FC Cube France	France	Lorient	100%	Société non matérielle et activité différente de celles du Groupe
FC 130	Malte	Zebbug	100%	Société non matérielle et activité différente de celles du Groupe

4 Chiffre d'affaires

La décomposition du chiffre d'affaires par activités se présente ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Infrastructure	735 525	723 355
Services Télécoms	88 162	81 661
Aménagement / Lotissement	1 421	1 772
Résidences gérées	11 254	9 234
Autres	1 285	1 011
Total	**837 647**	**817 032**

La totalité du chiffre d'affaires du Groupe est réalisé en France.

5 Autres produits

Les autres produits se décomposent ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Production immobilisée intragroupe	**247 545**	**356 985**
Production immobilisée	32 257	26 390
Production stockée	-680	-551
Subventions d'exploitation	492	738
Transferts de charges d'exploitation		19 211
Autres produits	11 335	7 715
Total Autres produits d'exploitation	**43 405**	**53 504**

La production immobilisée intragroupe correspond au réseau constituant une construction à soi-même à l'échelle du groupe.

Les principaux contributeurs à la production immobilisée intragroupe sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Altitude Infrastructure Construction	20 028	132 553
Altitude Infrastructure Exploitation	171 065	150 509
Covage Infra	11 111	10 455
Erbium	12 281	11 081
Losange Exploitation	27 251	34 338
Autres	5 809	18 048
Total	**247 545**	**356 985**

La baisse chez Altitude Infra Construction est liée à la fin progressive des marchés de travaux consécutive à la signature des Recettes Globales et Définitives (RGD) sur une très grande majorité de nos réseaux.

La production immobilisée intragroupe chez nos exploitants correspond à des investissements de raccordement et aménagements d'hébergement dans les NRO.

6 Personnel

6.1 Effectifs

L'effectif moyen du Groupe en 2025 s'élève à 1 995 salariés, contre 1 848 en 2024.

La répartition des effectifs par catégorie est donnée dans le tableau suivant :

Répartition des effectifs par catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	865
Cadres et ingénieurs	1 130
Total	**1 995**

6.2 Charges de personnel

Les charges de personnel incluses dans le résultat d'exploitation recouvrent les éléments indiqués ci-après :

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements	109 630	98 921
Charges sociales	45 694	44 750
Total	**155 324**	**143 671**

Au 31 décembre 2025, le taux moyen de charges sociales s'établit à 41,7% contre 45,3% au 31 décembre 2024.

7 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations incorporelles (dont écarts d'acquisition)	-61 318	-40 889
Immobilisations mises en concession	-259 931	-227 342
Immobilisations corporelles	-38 521	-31 223
Subventions d'investissement reprises en résultat	29 754	25 606
Total des dotations aux amortissements [A]	**-330 016**	**-273 848**

Engagements envers les salariés	-523	123
Provisions pour risques et charges	-8 098	11 983
Total des dotations aux provisions [B]	**-8 622**	**12 106**
Total des dotations nettes hors actifs circulants [C = A+B]	**-338 637**	**-261 742**
Stocks	14	-2 430
Clients et autres actifs circulants (*)	-25 219	-12 774
Total des dotations à l'actif [D]	-25 206	-15 204
Total [E = C+D]	**-363 843**	**-276 946**

(*) Dont 8 456 K€ de dotations aux frais d'émission des emprunts en 2024. Ces charges sont réparties sur la durée des emprunts. Depuis 2025, ces dotations sont comptabilisées en résultat financier

La charge de dotations aux amortissements comprend 30,2 millions d'euros liés aux allocations d'actifs effectuées dans le cadre des prises de contrôles (majoritairement Covage, Rosage et Losange).

Elle comprend également 18,2 millions d'euros liés à des dépréciations constatées consécutivement à la réalisation des tests de dépréciations annuels.

8 Résultat financier

Le résultat financier se présente ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts compte à terme	16 973	26 585
Produits d'intérêts comptes courants filiales non consolidées	384	468
Intérêts sur emprunts	-139 061	-119 355
Charge d'intérêts comptes courants hors groupe	-16 452	-24 075
Autres dotations financières nettes de reprises	-4 848	-63
Autres	2 164	9 278
Résultat financier	**-140 840**	**-107 161**

9 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se présente ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Produits sur exercices antérieurs	285	447
Produit de cessions d'actifs incorporels et corporels		1 717
Résultat consolidé sur augmentations de capital Altitude Infra souscrites par les minoritaires	38 170	
Reprise subventions d'investissements		1
Charges sur exercices antérieurs		-740
Valeur nette comptable des cessions d'actifs incorporels et corporels		-2 170
Produits d'indemnité d'assurance	24 700	30 000
Dotations exceptionnelles provisions risques et charges	-2 515	-2 049
Autres	-13 612	-2 409
Résultat exceptionnel	**47 028**	**24 797**

Les produits d'indemnité d'assurance correspondent à des produits reçus dans le cadre de l'assurance W&I souscrite lors d'une acquisition réalisée il y a 4 ans.

Les autres charges et produits exceptionnels comprennent essentiellement :

- Des corrections comptables pour - 9 719K€ qui ont été constatées lors de l'exercice 2025 et comptabilisées en dehors du résultat courant pour leur montant brut d'impôt ;
- Des honoraires relatifs à un litige en cours suite à une acquisition pour - 1 911K€. La comptabilisation des honoraires a suivi le même traitement comptable que le produit d'indemnité d'assurance comptabilisé au titre de cette opération ;
- Des honoraires relatifs à l'opération d'ouverture du capital d'Altitude Infra réalisée en 2025 pour - 1 819K€. La comptabilisation des honoraires a suivi le même traitement comptable que le résultat de dilution comptabilisé au titre de cette opération.

10 Impôts sur les résultats

10.1 Charge d'impôt

10.1.1 Détail de la charge d'impôt

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Impôt courant	-11 372	-27 773
Impôt différé	1 337	732
Charge ou (produit) réel d'impôt	**-10 035**	**-27 041**

10.1.2 Taux effectif d'impôt

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net des entreprises intégrées avant amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition :	-151 791	-43 121
Impôt sur le résultat :	10 035	27 041
Résultat net des entreprises intégrées avant impôt et amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition :	**-141 756**	**-16 080**
Taux effectif d'imposition :	**-7%**	**-168%**

10.1.3 Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

Le rapprochement entre la charge réelle d'impôt et la charge théorique résultant de l'application au « résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition » avant impôt du taux nominal d'imposition en France, soit 25% en 2025 s'établit comme suit :

En milliers d'euros :	31/12/2025
Résultat net des entreprises intégrées avant amortissements des écarts d'acquisition	-151 791
Charge d'impôt	10 035
Résultat avant impôt	-141 756
Taux d'imposition du Groupe	25,0%
Charge d'impôt théorique	**-35 439**
Augmentation / réduction de la charge d'impôt résultant de :	
- Différences permanentes	-8 872
- Dépréciations comptes courants / titres	
- Cessions internes de titres et résultat de dilution	6
- Impact net de l'intégration fiscale	-10 197
- Ecritures de consolidation non fiscalisées	27 213
- Consommations des déficits fiscaux non activés / déficits non activés	38 005
- Crédits d'impôt / Mécénat	-587
- Contribution sociale	293
- Imposition - taux réduit	-4
- Divers	-383
Charge réelle d'impôt	**10 035**

10.2 Actifs et passifs d'impôts différés

La variation des actifs et passifs d'impôts différés s'analyse comme suit entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025 :

En milliers d'euros :	31/12/2024	Mouvements de l'exercice			31/12/2025
		Variation de périmètre	Autres	Charge / Produit au compte de résultat	
Actifs d'impôts différés	1 618	0		1 337	2 955
Passifs d'impôts différés					
Actif / (Passif) net	**1 618**	**0**		**1 337**	**2 955**

11 Ecarts d'acquisition

L'évolution des écarts d'acquisition s'analyse comme suit entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025 :

En milliers d'euros :	31/12/2024	Variation de périmètre	Dotation	Autre	31/12/2025
Ecarts d'acquisition bruts	**384 133**	**6 630**			**390 763**
Entités Covage rachetées	194 435				194 435
Villas Ginkgos	1 556				1 556
Alcala	240				240
Altéame	33				33
ATH (ex Altitude Infra Holding)	39 322	6 368			45 690
Wibox	607				607
Altitude Infra SAS	-454				-454
Net Grand Rodez	207				207
Net 55	191				191
Altitude Infra Exploitation	-267				-267
Altitude Infra Construction	-16				-16
Losange	12 177				12 177
Fibre 31	30 693				30 693
Alto	630				630
Resoptic	151				151
THD 83	678				678
Rosace	14 752				14 752
Netwo	6 199				6 199
Phibee	6 354				6 354
Linkt Holding	47 640	262			47 902
Linkt	5 138				5 138
Airmob Groupe	23 865				23 865
Amortissements et dépréciations	**-6 218**		**-13 469**		**-19 688**
Alcala	-240				-240
Altéame	-20		-1		-21
Villas Ginkgos	-1 400		-83		-1 484
ATH (ex Altitude Infra Holding)	992				992
Wibox	-607				-607
Altitude Infra SAS	454				454
Net Grand Rodez	-207				-207
Net 55	-191				-191
Altitude Infra Exploitation	267				267
Altitude Infra Construction	16				16
Fibre 31	-4 722		-1 574		-6 296
Alto	-149		-53		-202
Resoptic	-41		-8		-49
THD 83	-365		-44		-409
Linkt	-4		-1		-5
Netwo			-6 199		-6 199
Phibee			-5 506		-5 506
Ecarts d'acquisition nets	**377 915**	**6 630**	**-13 469**		**371 076**

En novembre 2025, l'acquisition par Infra BtoB Holdco des actions Linkt Holding détenues par un ancien salarié a engendré la comptabilisation d'un écart d'acquisition de 262 K€.

Sur l'année 2025, les acquisitions par Altitude des titres détenus par des minoritaires d'ATH ont engendré la comptabilisation d'écarts d'acquisition pour un montant total de 6 368 K€.

Des dépréciations ont été constatées sur les écarts d'acquisition de Netwo et Phibee à la suite de la réalisation des tests de dépréciation.

12 Immobilisations incorporelles nettes

La variation des immobilisations incorporelles se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2024	Acquisitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Reprises exercice	Mouvements de périmètre	Autres	31/12/2025
Frais d'établissement	1 746							1 746
Relations clients	33 618						-692	32 926
Marques, concessions, brevets	50 770	1 639	-11				18 678	71 077
Logiciels	9 058	1 862	-180				1 641	12 381
Droits au bail								
Fonds commerciaux	11 120	4 439						15 560
Autres immobilisations incorporelles	204 412	33 811	-3				14 156	252 377
Ecarts d'acquisition brut	384 133					6 630		390 763
Immobilisations incorporelles en cours	21 382	29 321	-1 225				-20 325	29 154
Avances et acomptes sur immos incorp.	88	-24					-34	29
Total Immobilisations incorporelles	**716 327**	**71 049**	**-1 418**			**6 630**	**13 424**	**806 013**
Frais d'établissement	-1 524			-65				-1 588
Relations clients	-5 126			-1 694			261	-6 560
Marques, concessions, brevets	-15 497		11	-5 918			-3 108	-24 512
Logiciels	-3 626		180	-2 273			-58	-5 777
Droits au bail								
Fonds commercial	-470							-470
Autres immobilisations incorporelles	-125 574		3	-32 788			-2 499	-160 858
Ecarts d'acquisition	-6 218			-1 764				-7 982
Total amortissements immos incorporelles	**-158 034**		**193**	**-44 502**			**-5 404**	**-207 748**
Frais d'établissement								
Relations clients				-3 900				-3 900
Marques, concessions, brevets							-130	-130
Logiciels	-130						130	
Droits au bail								
Fonds commercial								
Autres immobilisations incorporelles	-141			-1 211				-1 352
Ecarts d'acquisition				-11 705				-11 705
Immobilisations incorporelles en cours								
Avances et acomptes sur immos incorp								
Total dépréciations immos incorporelles	**-271**			**-16 816**				**-17 087**
Total Valeur Nette	**558 022**	**71 049**	**-1 225**	**-61 318**		**6 630**	**8 019**	**581 178**

DAP exploitation *-61 318*
DAP exceptionnelle

Les flux sur la colonne « autres » sont consécutifs aux activations des immobilisations en cours.

13 Immobilisations mises en concession

La variation des immobilisations mises en concession se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2024	Acquisitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Reprises exercice	Mouvements de périmètre	Autres	31/12/2025
Losange	1 491 292	45 392	-278					1 536 407
Yconik (ex Uranie)	214 512	7 684	-128				2 119	224 187
Doubs La Fibre	1							1
Fibre 31	387 391	13 165	-1 089				3 550	403 017
Octogone Fibre	186 184	6 011	-326				789	192 657
Calliope	116 585	9 955	-2				1 375	127 913
THD 66	90 201	6 132	-273				6 536	102 595
Emeraude THD	62 303	8 428	-378				2 945	73 299
Ménippe	96 998	4 746	-309				1 016	102 450
Manche Fibre	127 191	37 474	-492				11 976	176 150
Pact	3							3
Resoptic	11 752	191	-75				1 566	13 434
THD 06	20 524	2 794	-26				3 631	26 922
THD 83	16 317	354					416	17 088
Vannes Agglo Numérique	26 397	650	-41				214	27 220
Altitude Infra Côte fleurie	44 905	1 942	-15				3 451	50 283
Tutor Europ Essonne	61 837	6 424	-89				267	68 440
Altitude Infra Nancy	24 492	2 538	-45				490	27 476
Altitude Infra Somme	47 072	2 325					2 098	51 495
Altitude Infra Haute Savoie	208 606	22 926	-140				5 457	236 849
Altitude Infra Dunkerque Grand Littoral Networks	33 794	294	-1 227				247	33 108
Seine Essonne	46 165	2 542	-76				376	49 008
Altitude Infra Calvados	469 111	28 545	-270				4 401	501 787
Rosace	718 719	20 336	-202				34	738 888
Clermont Communauté Networks	26 291	647						26 938
Coval Networks	8 906	182						9 088
Garm	2 028	637						2 665
Creusot Monceau Networks	921							921
Grand Lyon THD	51 286	1 727					59	53 071
Solstice Grand Angoulème	16 842	232						17 074
MIN THD	1 579	351	-1 633					298
Nantes Networks	37 783	811						38 594
Sem@for77	150 126	2 192						152 318
3C Net SNC	2 926		-2 917					9
Seine Estuaire	511							511
Sequantic Télécom	86 662	7 639					965	95 265
Grand Poitiers	9 614	200						9 814
Grand Chalon Networks	836							836
Caen.com	19 105	481						19 586
Herault Telecom	81 018	1 269						82 287
Total Immobilisations mises en concession	**4 998 788**	**247 213**	**-10 029**				**53 979**	**5 289 951**

Losange	-154 126		229	-56 836			0	-210 734
Yconik (ex Uranie)	-15 267		4	-8 790				-24 053
Doubs La Fibre	-1							-1
Fibre 31	-55 445		132	-19 381				-74 694
Octogone Fibre	-21 713		30	-7 404				-29 087
Calliope	-6 344		0	-4 869				-11 213
THD 66	-14 806		50	-7 748				-22 505
Emeraude THD	-11 188		67	-5 106				-16 226
Ménippe	-17 908		53	-7 819				-25 674
Manche Fibre	-21 097		70	-9 113				-30 140
Pact	-3			0				-3
Resoptic	-1 163		7	-563				-1 720
THD 06	-3 894		4	-1 809				-5 699
THD 83	-9 468			-1 050				-10 519
Vannes Agglo Numérique	-8 978		7	-1 425				-10 396
Altitude Infra Côte fleurie	-12 995		1	-2 291				-15 284
Tutor Europ Essonne	-19 180		11	-3 833				-23 001
Altitude Infra Nancy	-5 844		8	-1 741				-7 577
Altitude Infra Somme	-11 790			-3 390			0	-15 180
Altitude Infra Haute Savoie	-35 345		18	-16 371				-51 698
Altitude Infra Dunkerque Grand Littoral Networks	-20 239		1 227	-2 337				-21 349
Seine Essonne	-11 231		8	-2 432				-13 655
Altitude Infra Calvados	-89 120		28	-25 747				-114 839
Rosace	-109 563		202	-29 075				-138 437
Clermont Communauté Networks	-17 008			-1 669				-18 677
Coval Networks	-7 763			-685				-8 448
Garm	-213			-234				-447
Creusot Monceau Networks	-111			-807				-918
Grand Lyon THD	-14 220			-2 560				-16 781
Solstice Grand Angoulème	-13 470			-786				-14 256
MIN THD	-1 469		1 545	-96				-21
Nantes Networks	-13 739			-1 968				-15 707
Sem@for77	-93 047			-9 958				-103 005
3C Net SNC	-2 882		2 917	-38				-4
Seine Estuaire	-62			-439				-501
Sequantic Télécom	-52 637			-15 704				-68 341
Grand Poitiers	-5 313			-1 290				-6 603
Grand Chalon Networks	-101			-735				-836
Caen.com	-15 367			-1 474				-16 841
Herault Telecom	-61 509			-4 587				-66 095
Total Amt/dép. immobilisations mises en concession	**-955 619**		**6 617**	**-262 162**			**0**	**-1 211 164**

Total Valeur Nette	**4 043 169**	**247 213**	**-3 412**	**-262 162**			**53 979**	**4 078 788**
		DAP exploitation		*-259 931*				
		DAP exceptionnelle		*-2 231*				

Les flux sur la colonne « autres » sont consécutifs aux activations des immobilisations en cours.

Les tests de perte de valeur ont amené à comptabiliser des dépréciations d'actifs liés aux délégations de service public, identifiés et évalués suite au rachat de Covage chez les entités Clermont Communauté Networks, Seine Estuaire, Grand Chalon Networks, Creusot Monceau Networks et 3CNet pour un montant total de 2 587K€.

14 Immobilisations corporelles nettes

La variation des immobilisations corporelles se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2024	Acquisitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Reprises exercice	Mouvements de périmètre	Autres	31/12/2025
Terrains	680	1 160						1 840
Agencements sur terrains								
Constructions	369 059	22 868					5 973	397 901
Installations techniques	139 209	23 121	-334				-32 356	129 641
Materiel de transport	20 248	5 472	-1 930				40	23 828
Autres immobilisations corporelles	18 663	1 604	-276				228	20 219
Immobilisations corporelles en cours	74 692	52 785	-259				-41 290	85 927
Avances et acomptes sur immos corp.								
Total Immobilisations corporelles	**622 551**	**107 010**	**-2 799**				**-67 405**	**659 356**
Agencements sur terrains								
Constructions	-45 752			-22 595			-3 126	-71 473
Installations techniques	-31 373		264	-10 306			8 473	-32 942
Matériel de transport	-10 903		1 739	-3 746	3			-12 908
Autres immobilisations corporelles	-10 188		242	-2 924			60	-12 810
Total amortissements immos corporelles	**-98 216**		**2 245**	**-39 571**	**3**		**5 407**	**-130 133**
Terrains								
Agencements sur terrains								
Constructions	-2 845				819		-6 949	-8 975
Installations techniques	-7 310						6 949	-361
Matériel de transport								
Autres immobilisations corporelles	-2							-2
Immobilisations corporelles en cours	-227				227			
Avances et acptes sur immo. Corp								
Total dépréciations immos corporelles	**-10 384**				**1 047**			**-9 338**
Total Valeur Nette	**513 950**	**107 010**	**-555**	**-39 571**	**1 050**		**-61 998**	**519 886**
			DAP exploitation	*-39 571*	*1 050*			
			DAP exceptionnelle					

Les immobilisations corporelles en cours correspondent à l'acquisition de réseau et ont donc vocation à basculer dans la catégorie immobilisations en concession au moment de la mise en service.

15 Immobilisations financières nettes

En milliers d'euros	31/12/2024	Mouvements de l'exercice				31/12/2025
		Augmen-tation	Liquidation	Reclasse-ment	Variation de périmètre	
Titres de participation non consolidés	**35 137**	**12 500**	**- 570**	**-**	**-**	**47 067**
FarEast	*34 500*	*12 500*	*-*	*-*	*-*	*47 000*
Connectic 39	*570*	*-*	*- 570*	*-*	*-*	*-*
Sem Innovance	*5*	*-*	*-*	*-*	*-*	*5*
SITI 11	*62*	*-*	*-*	*-*	*-*	*62*
Dépréciation des titres de participation	**- 17 575**	**-**	**570**	**-**	**-**	**- 17 005**
Créances rattachées à des participations	**-**					
Prêts et autres immobilisations financières	**261 526**	**265 324**	**- 33 279**	**- 0**	**-**	**493 571**
Dont VMP Long Terme	*256 042*	*262 000*	*- 33 000*	*-*	*-*	*485 042*
Dont autres immobilisations financières	*5 484*	*3 324*	*- 279*	*- 0*	*-*	*8 529*
Immobilisations financières nettes	**279 088**	**277 824**	**-33 279**	**0**		**523 633**

Les titres de participation non consolidés correspondent principalement à :

- La détention de 1% de la société SEML INNOVANCE pour une valeur brute de 5 K€. Ces titres ont été dépréciés à 100% au cours de l'exercice 2021.

- La détention de 100% de la société Far East pour une valeur brute de 47 000 K€ (cf note 3.2). Ces titres sont dépréciés à hauteur de 17 000 K€ au 31/12/2025. Les comptes de la société Far East sont établis dans le référentiel UK Gaap.
- La détention à 16% de la société SITI 11 pour une valeur de 62 K€.

Les « VMP long terme » correspondent à des comptes à terme ouverts plus de trois mois avant la clôture et ceux ouverts moins de trois mois avant la clôture et dont l'échéance est à plus de trois mois.

16 Postes de bilan relatifs au besoin en fonds de roulement

16.1 Stocks et encours

En milliers d'euros	31/12/2024	Variation de périmètre	Variation	Dotations	Reprises	Autres	31/12/2025
Encours de production	4 152		-2 214				1 939
Marchandises	22 289		-1 323				20 967
Produits finis							
Total stocks bruts	**26 442**		**-3 536**				**22 905**
Provisions Encours de production	-514			-241	514		-241
Provisions Marchandises	-5 290			-1 472	1 212		-5 550
Provisions Produits finis							
Total provisions sur stocks	**-5 804**			**-1 712**	**1 726**		**-5 791**
Total valeur nette	**20 637**		**-3 536**	**-1 712**	**1 726**		**17 115**

Les encours correspondent à des terrains et à des opérations d'aménagement de lotissement en cours.

Les stocks de marchandises comprennent pour l'essentiel du matériel et des fournitures à installer sur le réseau : câbles, boîtes, équipements centraux et équipements clients.

16.2 Créances et dettes d'exploitation

Toutes les créances et dettes d'exploitation sont à échéance à moins d'un an.

16.3 Autres créances et autres dettes d'exploitation

Les autres créances se décomposent comme suit :

En milliers d'euros :	31/12/2025	Échéance à moins d'un an	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans	31/12/2024
Etat, impôt sur les bénéfices	20 132	19 968	164		16 036
Créances fiscales hors IS	114 685	114 685			127 830
Autres créances	88 690	88 690			103 547
Impôts différés actifs	2 955	2 955			1 618
Comptes courants filiales non consolidées	2 047	2 047			3 265
Compte courant Far East	8 301	8 301			7 618
Charges à répartir	48 973	8 041	14 922	26 009	31 359
Charges constatées d'avance	28 925	28 925			29 388
Total	**314 708**	**273 612**	**15 086**	**26 009**	**320 661**

Les autres dettes se décomposent comme suit :

En milliers d'euros :	31/12/2025	Échéance à moins d'un an	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans	31/12/2024
Dettes fiscales et sociales	153 903	153 903			153 004
Impôt différé passif					
Comptes courants filiales non consolidées	0	0			0
Autres dettes (*)	106 087	80 850	3 086	22 151	78 668
Produits constatés d'avance	1 160 861	109 744	337 234	713 884	1 093 891
Total	**1 420 851**	**344 496**	**340 320**	**736 034**	**1 325 564**

(*) Dont 43 779 K€ de dettes fournisseurs d'immobilisations (35 853 K€ en 2024)

Les produits constatés d'avance correspondent majoritairement à des droits irrévocables d'usage (IRU), qui ont déjà été facturés et qui seront repris au résultat sur la durée contractuelle des Délégations de Service Public.

17 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Valeurs mobilières de placement (*)	114 828	382 332	-267 505
Disponibilités	285 273	319 809	-34 535
Trésorerie et équivalents de trésorerie active	**400 101**	**702 141**	**-302 040**
Concours bancaires courants	-266	-720	454
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette	**399 836**	**701 421**	**-301 586**

(*) Dont 8 633 K€ de titres d'autocontrôle en 2025 (contre un montant de 8 006 K€ en 2024)

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024	Variation
VMP - Equivalent de trésorerie	106 195	374 326	-268 132
VMP - Actions propres à attribuer	8 633	8 006	627
Total brut	**114 828**	**382 332**	**-267 505**
Dépréciation VMP			
Total net	**114 828**	**382 332**	**-267 505**

Les disponibilités consolidées peuvent être distinguées en 2 catégories :
- Les disponibilités dont disposent les sociétés de projet faisant l'objet d'un financement structuré sans recours actionnaire, qui constituent ainsi une trésorerie spécifiquement dédiée au projet (disponibilités projet).
- Les disponibilités comptabilisées dans les autres sociétés (disponibilités corporate).

En k€	**31/12/2025**	**31/12/2024**
Disponibilités corporate	231 367	232 137
Disponibilités projet	53 906	87 672
Total disponibilités	**285 273**	**319 809**

En k€	**31/12/2025**	**31/12/2024**
VMP corporate	18 822	270 447
VMP projet	87 373	103 880
Total VMP - Equivalent de trésorerie	**106 195**	**374 326**

Des comptes à terme ouverts plus de trois mois avant la clôture et ceux ouverts moins de trois mois avant la clôture et dont l'échéance est à plus de trois mois sont comptabilisés en immobilisations financières pour 485 042 K€.

18 Capitaux propres consolidés

Au 31 décembre 2025, le capital social est fixé à 514 K€ divisés en 513 741 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

19 Autres fonds propres

Le tableau de variation des autres fonds propres entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025 se présente ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2024	Mouvements de l'exercice					31/12/2025
		Dotation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variations périmètre	Autres	
Droits du concédant		4 898				5 332	10 230
Total Autres fonds propres	**0**	**4 898**	**0**	**0**	**0**	**5 332**	**10 230**

Le poste « Droits du concédant » correspond à des fonds de réinvestissement qui traduisent une obligation contractuelle de réinvestir une partie des excédents économiques constatés.

Conformément aux principes du Plan Comptable Général (PCG), le fonds est assimilé à des « Droits du concédant exigibles en nature au titre des fonds spéciaux », destiné à financer ultérieurement des investissements validés conjointement par le Délégant et le Délégataire, lesquels reviendront au concédant en fin de contrat.

Les autres mouvements sur ce poste sont liés à un reclassement des dettes fournisseurs vers le poste « Droits du concédant », afin de mieux refléter en montant et en temporalité les obligations de réinvestissement constatées lors des exercices antérieurs.

20 Provisions

Le tableau de variation entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025 se présente ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2024	Mouvements de l'exercice					31/12/2025
		Dotation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variations périmètre	Autres	
Provision pour risques et charges	33 616	23 052	-610	-12 677		-35	43 346
Avantages au personnel	1 752	565	-2	-40			2 275
Provision pour litiges	1 167	933		-319		35	1 816
Provision pour pertes sur contrat	52		-52				
Ecart d'acquisition négatif							
Total Provisions	**36 588**	**24 549**	**-664**	**-13 036**		**0**	**47 437**
Dont exploitation		*22 250*	*-13 629*				
Dont exceptionnel		*283*					
Dont financier		*55*	*-62*				
Dont reprise écart d'acquisition							
Dont provision charges AGA (contrepartie charges de personnel)		*1 961*	*-9*				

21 Emprunts bancaires et passifs financiers

Au 31 décembre 2025, la décomposition des emprunts se présente ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2025	Échéance du nominal :			31/12/2024
		- de 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	
Emprunts bancaires	2 140 824	69 997	745 946	1 324 882	3 133 284
Autres emprunts	1 245 285	92 651	732 181	420 454	88 718
Concours bancaires courants	266	211	54		720
Intérêts courus sur emprunts	3 604	3 604			46 836
Total :	**3 389 979**	**166 463**	**1 478 181**	**1 745 335**	**3 269 558**

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Souscription	Remboursement	Variations de périmètre	Autres	31/12/2025
Emprunts bancaires	3 133 284	618 863	-820 343		-790 980	2 140 824
Autres emprunts	88 718	369 562	-3 956	0	790 962	1 245 285
Intérêts courus sur emprunts	46 836	796	-44 028			3 604
Total :	**3 268 838**	**989 221**	**-868 328**	**0**	**-18**	**3 389 714**

Les flux de souscription correspondent principalement aux refinancements de Losange et Fibre 31, respectivement pour 700 millions d'euros et 200 millions d'euros. Ces refinancements ont donné lieu au remboursement des emprunts existants, respectivement pour 538 millions d'euros chez Losange et 177 millions d'euros chez Fibre 31.

Par ailleurs, la dette consolidée se décompose en une dette projet et sans recours actionnaire (ci-après la « dette projet ») d'une part, et d'une dette classique, contractée dans les holdings ou les filiales industrielles (ci-après la « dette corporate ») d'autre part.

Au 31 décembre 2025, la dette bancaire se présente ainsi :

En k€	31/12/2025	31/12/2024
Dette projet sans recours actionnaire	2 207 110	2 050 303
Portfolio THD	83 281	92 049
Erato	142 457	146 642
Losange	699 812	538 253
Yconik (ex Uranie)	122 510	123 003
Fibre 31	200 018	177 036
Octogone Fibre	93 691	94 168
Altitude Fibre 39	74 633	99 637
Grand Est THD (Salmacis)	118 477	122 270
Alto	231 005	213 165
THD 66	-	2
Emeraude THD	-	1
Ménippe	-	1
Manche Fibre	-	3
Altitude Infra Côte fleurie	29 069	29 502
Tutor Europ Essonne	14 176	16 131
Altitude Infra Nancy	564	1 369
Altitude Infra Somme	420	841
Altitude Infra Haute Savoie	98 238	98 029
Altitude Infra Calvados	184 590	183 565
Rosace	114 165	114 634
Dette corporate	1 182 869	1 219 255
Total emprunts bancaires et passifs financiers	**3 389 979**	**3 269 558**

22 Dettes garanties par des sûretés réelles

Le tableau suivant présente le montant total des dettes garanties par des sûretés réelles :

(en milliers d'euros)	Dettes garanties	Montants des sûretés
Emprunts bancaires	2 140 824	2 129 233
Autres emprunts	1 245 285	1 244 323
Intérêts courus sur emprunts	3 604	0
Total :	**3 389 714**	**3 373 556**

23 Honoraires des commissaires aux comptes

Le tableau suivant présente le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat consolidé :

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Honoraires liés à la certification des comptes	368	368	-1
Autres services fournis	23	7	15
Groupe DEC	**390**	**376**	**14**
Honoraires liés à la certification des comptes	62	391	-328
Autres services fournis	1	8	-7
Deloitte & Associés	**63**	**399**	**-335**
Honoraires liés à la certification des comptes	612		612
Autres services fournis	8		8
PwC	**620**		**620**
Honoraires liés à la certification des comptes	91	109	-18
Autres services fournis	4		4
KPMG	**95**	**109**	**-14**
Honoraires liés à la certification des comptes	63	58	4
Autres services fournis			
Autres	**63**	**58**	**4**
TOTAL	**1 230**	**941**	**289**

24 Engagements hors bilan

Le tableau des engagements donnés et reçus est présenté ci-dessous :

En milliers d'euros :	31/12/2025
Engagements exploitation du réseau donnés	43 751
Engagements construction du réseau donnés	42 068
Engagements exploitation du réseau reçus	58 971
Engagements construction du réseau reçus	9 900
Engagements construction exploitation	**154 691**
Nantissement de titres donnés	925 792
Nantissement de créances donnés	240 097
Nantissement de titres reçus	
Nantissement de créances reçus	
Nantissements	**1 165 890**
Cautions solidaires donnés	4 959
Cautions maison mère donnés	133 900
Cautions solidaires reçus	3 182
Cautions maison mère reçus	10 902
Cautions	**152 943**
Autres engagements donnés	212 500
Autres engagements reçus	62 087
Autres engagements donnés et reçus	**274 587**

Engagements construction exploitation :

Les engagements financiers liés à la construction et l'exploitation du réseau correspondent à des garanties à première demande données par des établissements financiers aux délégants pour le compte des délégataires.

Nantissements :

Altitude Infra

Dans le cadre des financements existants, les titres d'Alto et ses filiales, de Portfolio THD, d'Erato et ses filiales, d'Altitude Fibre 39, d'Altitude Fibre 31, d'Altitude Calvados, d'Altitude Cœur Côte Fleurie, Altitude Haute Savoie, d'Octogone Fibre, de Tutor Europ'Essonne, d'Yconik, de Rosace et de Losange ont été nantis.

Les autres nantissements correspondent à des nantissements de compte bancaires qui ont été donnés à titre de sûreté sur les financements existants, principalement sur Losange (61.204K€) et Rosace (18 000K€).

Infra Btob Holdco

Les titres qui ont été nantis sont ceux de l'ensemble des filiales de Covage Infra Concessions, Covage Infra Concessions Holding et Covage Infra au profit des prêteurs dans le cadre des conventions de prêts existantes.

Les nantissements de créances correspondent au fonds commercial de Linkt et d'une partie de ses créances dans le cadre des obligations de paiement et de remboursement aux termes d'une convention de prêt entre Linkt et les prêteurs.

Cautions solidaires / Garanties :

Villas Ginkgos

Des établissements bancaires se sont portés cautions solidaires des résidences Villas Ginkgos, au bénéfice des bailleurs, en garantie du paiement des sommes qui pourraient être dues en vertu des baux commerciaux signés pour un montant total de 2 976 K€.

Des cautions solidaires ont été données à des établissements bancaires par Bien Vivre Chez Soi au titre des baux commerciaux signés par ses filiales et de leurs prêts bancaires pour un montant global de 4 459 K€.

ATH et ses filiales

Les garanties maison mère données correspondent à des engagements donnés par ATH à des établissement bancaires pour le compte de ses filles dans le cadre de leur activité.

La garantie maison mère reçue correspond à un Acte de cautionnement solidaire de NGE et pour le compte du concessionnaire Losange au profit de la région Grand Est pour 10 902 K€, correspondant à la différence entre le Plafond Global de Responsabilité (article 30.3 du CEM) et la somme de la garantie bancaire Délégant et la garantie bancaire Losange.

Autres engagements donnés / reçus :

Altitude Infra

Les autres engagements donnés correspondent à des clauses de retour à meilleure fortune, inscrites dans les contrats de Délégation de Service Public, et par lesquelles, les concessionnaires Losange et Rosace se sont engagés à verser respectivement 197 500K€ et 15 000K€ au Délégant sur la durée de vie de la Délégation de Service Public.

Les autres engagements reçus correspondent à des crédits revolving utilisables pour le service de la dette (« Debt Service Revolving Facility » ou « DSRF »), respectivement chez Losange (35 000K€), Fibre 31 (13 000K€) et Rosace (7 000K€). Ces crédits n'ont pas été tirés au 31 décembre 2025.

Infra Btob Holdco

Deux délégations d'assurance « Homme Clé » ont été souscrites pour un montant total de 7 000 K€ dans le cadre de la convention de prêt qui a été conclue entre Linkt et ses prêteurs.

25 Rémunération des membres des organes d'administration, de direction, ou de surveillance

L'information n'est pas fournie car elle permettrait d'identifier la situation d'un membre déterminé de ces organes.

26 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Signature d'un partenariat stratégique entre Trinaps et Covage

En avril 2026 Trinaps et Covage ont signé un partenariat stratégique qui repose sur une mise en commun d'actifs et une ambition partagée : offrir une connectivité haute performance et des services cloud 100% souverain sur l'ensemble du territoire français.

Ce partenariat comprend la cession du réseau de fibre optique de 450kms de Trinaps à Covage. Cette acquisition permet à Covage d'accélérer son déploiement local grâce à des actifs déjà éprouvés et hautement performants.

Pour Trinaps, ce partenariat agit comme un multiplicateur de puissance : l'opérateur belfortain s'appuie désormais sur l'infrastructure de Covage pour porter ses solutions cloud et cybersécurité à l'échelle nationale, tout en garantissant une transparence et une continuité de service totale à ses clients historiques.

Accord dans le cadre d'un processus de médiation avec le Syane

Le processus de médiation avec le Syane s'est déroulé tout au long de l'année 2025, et a conduit à un accord signé le 15 avril 2026. Par conséquent, et conformément aux termes de l'accord, les différentes provisions constituées en 2023 et 2024 ont été débouclées au 31 décembre 2025 pour un montant global de 4 350K€.

Certifié Conforme
à l'original

ALTITUDE
Comptes consolidés
Exercice clos le 31.12.2025

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2025

En KC :	Notes :	31/12/2025			31/12/2024
		Valeurs brutes	Amort. Prov.	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Capital souscrit non appelé	12				
Immobilisations incorporelles	11	806 013	224 834	581 178	558 022
Dont écarts d'acquisition	*13*	*390 763*	*19 688*	*371 076*	*377 915*
Immobilisations en concession	14	5 289 951	1 211 164	4 078 788	4 043 169
Immobilisations corporelles	15	659 356	139 471	519 886	513 950
Immobilisations financières (1)		540 638	17 005	523 633	279 088
Titres mis en équivalence					
Total Actif Immobilisé		**7 295 958**	**1 592 473**	**5 703 484**	**5 394 230**
Stocks et encours	16.1	22 905	5 791	17 115	20 637
Clients et comptes rattachés	16.2	331 317	36 271	295 046	299 145
Autres créances et comptes de régularisation	16.3	319 074	4 366	314 708	320 661
Valeurs mobilières de placement (1)	17	114 828		114 828	382 332
Disponibilités (2)	17	285 273		285 273	319 809
Total Actif		**8 369 355**	**1 638 901**	**6 730 454**	**6 736 814**
Capital	18			514	514
Primes liées au capital				8 734	8 734
Réserves				-63 812	-24 577
Subventions				557 806	561 033
Résultat de l'exercice				-55 367	2 949
Autres					
Total Capitaux Propres part du groupe				**447 875**	**548 652**
Intérêts hors groupe				779 857	771 753
Autres fonds propres				**10 230**	**0**
Droits du concédant	19			10 230	0
Provisions	20			47 437	36 588
Comptes courants des associés majoritaires				33 373	7 056
Comptes courants des associés minoritaires (4)				236 974	356 952
Emprunts et dettes financières (3)	21			3 389 979	3 269 558
Fournisseurs et comptes rattachés	16.2			363 877	420 691
Autres dettes et comptes de régularisation	16.3			1 420 851	1 325 564
Dont écarts d'acquisition négatifs					
Total Passif				**6 730 454**	**6 736 814**

(1)	31/12/2025	31/12/2024
VMP corporate	18 822	270 447
VMP projet	87 373	103 880
Total VMP - Equivalent de trésorerie	**106 195**	**374 326**
VMP long terme en immobilisations financières	485 042	256 042
Total VMP au Bilan	**591 237**	**630 368**

(2)	31/12/2025	31/12/2024
Disponibilités corporate	231 367	232 137
Disponibilités projet	53 906	87 672
Total disponibilités	**285 273**	**319 809**

(3)	31/12/2025	31/12/2024
Dette projet sans recours actionnaire	2 207 110	2 050 303
Dette corporate	1 182 869	1 219 255
Total emprunts et dettes financières	**3 389 979**	**3 269 558**

(4)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes courants des associés minoritaires bloqués	50 706	48 469
Comptes courants des associés minoritaires non bloqués	186 267	308 483
Total comptes courants des associés minoritaires	**236 974**	**356 952**

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2025

En KC :	Notes :	31/12/2025	31/12/2024 publié	31/12/2024 proforma
Chiffre d'affaires	4	837 647	817 032	825 408
Production immobilisée intragroupe	5	247 545	356 985	356 985
Autres produits d'exploitation	5	43 405	53 504	36 016
Achats consommés		-582 323	-675 363	-669 308
Charges de personnel	6.2	-155 324	-143 671	-142 144
Autres charges d'exploitation		-75 609	-52 468	-53 207
EBITDA (*)		*315 342*	*356 018*	*353 750*
Impôts et taxes		-8 294	-8 990	-8 990
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	7	-350 373	-275 089	-266 647
Résultat de cession sur éléments d'actifs corporels et incorporels		-1 313		-453
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		**-44 638**	**71 939**	**77 660**
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition positifs liés aux entités intégrées	7-11	-13 469	-1 857	-1 857
Reprises des écarts d'acquisition négatifs liés aux entités intégrées	7-11			
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		**-58 108**	**70 082**	**75 803**
Charges et produits financiers	8	-140 840	-107 161	-115 565
Résultat courant des sociétés intégrées		**-198 948**	**-37 078**	**-39 762**
Charges et produits exceptionnels	9	47 028	24 797	27 480
Participation des salariés		-3 305	-5 655	-5 655
Impôt sur les bénéfices	10	-10 035	-27 041	-27 041
Résultat net des entreprises intégrées		**-165 260**	**-44 978**	**-44 978**
Résultat net lié aux entités mises en équivalence				
Résultat net de l'ensemble consolidé		**-165 260**	**-44 978**	**-44 978**
Intérêts minoritaires		-109 893	-47 927	-47 927
Résultat net (part du groupe)		**-55 367**	**2 949**	**2 949**

Les données proforma au 31 décembre 2024 sont établies comme si le règlement ANC 2022-06 avait été appliqué sur l'exercice 2024.

(*)	31/12/2025	31/12/2024
EBITDA Projet	199 008	192 481
EBITDA Corporate	116 334	163 538
Total	**315 342**	**356 018**

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2025

En KC :	31/12/2025	31/12/2024 publié	31/12/2024 proforma
Résultat net des entreprises intégrées	-165 260	-44 978	-44 978
Ajustements			
Elim. des amortissements et provisions	348 767	271 631	271 631
Elim. de la variation d'impôt différé	-1 337	-732	-732
Elim. Des intérêts	138 157		116 377
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-33 015	424	424
Total marge brute d'autofinancement	**287 311**	**226 344**	**342 722**
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	74 823	25 850	25 850
Flux de trésorerie générés par l'activité	**362 134**	**252 194**	**368 572**
Incidence des variations de périmètre	-10 888	-6 155	-6 155
Acquisition d'immobilisations	-450 828	-568 132	-591 847
Variation BFR investissement	7 551	-18 374	-18 374
Acquisitions / cessions d'immobilisations financières	-15 545	-218 455	-17 713
Produits des investissements financiers	16 973		26 585
Acompte sur cession d'immobilisations			
Subventions d'investissements reçues	26 528		23 715
Variation des VMP long terme	-229 000		-200 741
Cession d'immobilisations	607	1 717	1 717
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	**-654 603**	**-809 398**	**-782 813**
Augmentation de capital	98 626		
Augmentations (réductions) de comptes courants hors groupe	-29 254	-29 771	-29 771
Emission d'emprunts	989 221	438 343	438 343
Remboursement d'emprunts	-868 328	-366 718	-366 718
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	-42 090		0
Dividendes payés aux minoritaires	-2 162		0
Charge d'intérêts	-155 513		-143 430
Produits d'intérêts	384		468
Cession (acq.) nette actions propres	-627	-8 006	-8 006
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	**-9 744**	**33 848**	**-109 114**
Incidence de la variation des taux de change			
Incidence des changements de principes comptables			
Variation de trésorerie	**-302 213**	**-523 357**	**-523 357**
Trésorerie d'ouverture	693 416	1 216 773	1 216 773
Trésorerie de clôture	391 203	693 416	693 416

A compter de l'exercice 2025, le groupe a opté pour l'application de l'avis n°30 de l'ordre des experts comptables de 1997, autorisant la présentation suivante :

- Les intérêts sur emprunts et comptes courants, habituellement classés parmi les flux de trésorerie liés à l'activité, sont désormais présentés parmi les flux de financement, dans la mesure où ces intérêts donnent la mesure du coût de financement du groupe,
- Les produits des investissements financiers, habituellement classés parmi les flux de trésorerie liés à l'activité, sont désormais présentés parmi les opérations d'investissement, dans la mesure où ces produits constituent un retour sur investissement,
- La trésorerie exclut les comptes à terme qui ont été ouverts plus de 3 mois avant la clôture ou dont l'échéance est à plus de trois mois après la clôture.

Les données proforma au 31 décembre 2024 sont établies comme si l'avis n°30 de l'ordre des experts comptables de 1997 avait été appliqué sur l'exercice 2024.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Libellés (KC)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat groupe	Subventions	Groupe	Hors Groupe	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2023	**514**	**8 734**	**-57 319**	**33 725**	**562 925**	**548 578**	**821 118**	**1 369 696**
Résultat de l'exercice				2 949		2 949	-47 926	-44 978
Ecarts de conversion								
Distribution de dividendes			0			0	0	0
Variation de capital								
Incidences des variations de périmètre			0			0	-2 375	-2 375
Variation des subventions d'investissements			-929		-1 892	-2 822	930	-1 892
Affectation du résultat			33 725	-33 725		0	0	0
Autres mouvements			-54			-54	7	-47
Capitaux propres au 31/12/2024	**514**	**8 734**	**-24 578**	**2 949**	**561 033**	**548 652**	**771 753**	**1 320 405**
Résultat de l'exercice				-55 367		-55 367	-109 893	-165 260
Ecarts de conversion								
Distribution de dividendes			-42 090			-42 090	-2 162	-44 252
Variation de capital (1)			87 236			87 236	75 264	162 500
Incidences des variations de périmètre (2)			-87 236			-87 236	44 802	-42 434
Variation des subventions d'investissements			-89		-3 226	-3 315	89	-3 226
Affectation du résultat			2 950	-2 950		0		0
Autres mouvements			-4			-4	4	0
Capitaux propres au 31/12/2025	**514**	**8 734**	**-63 810**	**-55 368**	**557 806**	**447 875**	**779 857**	**1 227 732**

(1) Dont 75 264 K€ relatif à la part revenant aux minoritaires sur l'augmentation de capital chez Altitude Infra au 1er avril 2025

(2) Dont 49 066 K€ en hors groupe liés à l'ouverture du capital d'Altitude Infra aux investisseurs Arjun et Infrared au 1er avril 2025.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTES ANNEXES

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2025 2
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2025 3
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2025 4
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES 5

1 Faits majeurs de l'exercice 9

2 Principes et méthodes comptables 14

2.1 Règles et méthodes comptables 14
2.2 Entités ad hoc 15
2.3 Bases d'évaluations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés 15
2.4 Recours à des estimations 15
2.5 Regroupements d'entreprises 15
2.6 Conversion des créances, dettes, transactions et flux libellés en monnaies étrangères 16
2.7 Immobilisations incorporelles 16
2.8 Délégation de Service Public 17
2.9 Immobilisations corporelles 18
2.10 Contrats de location 19
2.10.1 Crédit-bail 19
2.10.2 Location simple 19
2.11 Participations et autres immobilisations financières 19
2.12 Stocks et en-cours 19
2.13 Valeurs mobilières de placement 20
2.14 Créances 20
2.15 Impôt différé 20
2.16 Engagements envers les salariés 22
2.17 Provisions 22
2.18 Fournisseurs et autres créditeurs 22
2.19 Chiffre d'affaires 22

3 Périmètre de consolidation 23

3.1 Sociétés consolidées 23
3.2 Sociétés exclues du périmètre de consolidation 27

4 Chiffre d'affaires 28

5 Autres produits 28

6 Personnel 29

6.1 Effectifs 29
6.2 Charges de personnel 29

7 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises 29

8 Résultat financier 30

9 Résultat exceptionnel 30

10 Impôts sur les résultats 31
10.1 Charge d'impôt 31
10.1.1 Détail de la charge d'impôt 31
10.1.2 Taux effectif d'impôt 31
10.1.3 Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique 32
10.2 Actifs et passifs d'impôts différés 32
11 Ecarts d'acquisition 33
12 Immobilisations incorporelles nettes 34
13 Immobilisations mises en concession 35
14 Immobilisations corporelles nettes 37
15 Immobilisations financières nettes 37
16 Postes de bilan relatifs au besoin en fonds de roulement 38
16.1 Stocks et encours 38
16.2 Créances et dettes d'exploitation 38
16.3 Autres créances et autres dettes d'exploitation 38
17 Trésorerie et équivalents de trésorerie 39
18 Capitaux propres consolidés 40
19 Autres fonds propres 40
20 Provisions 40
21 Emprunts bancaires et passifs financiers 41
22 Dettes garanties par des sûretés réelles 42
23 Honoraires des commissaires aux comptes 42
24 Engagements hors bilan 43
25 Rémunération des membres des organes d'administration, de direction, ou de surveillance 45
26 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice 45

1 Faits majeurs de l'exercice

Changement de réglementation comptable

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, la société applique le règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, venu modifier le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Ce règlement a pour objectif de renforcer la lisibilité et la comparabilité des comptes annuels, notamment par une évolution de la présentation du compte de résultat et des informations en annexe.

Les principales évolutions concernent notamment la redéfinition du périmètre du résultat exceptionnel, désormais limité aux produits et charges directement liés à des événements majeurs et inhabituels, la suppression des comptes de transferts de charges, ainsi que l'actualisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers.

L'application de ce nouveau cadre comptable a conduit essentiellement à des reclassements de présentation, sans impact sur le résultat ni sur la situation nette de la société.

Afin d'assurer la comparabilité des informations financières entre exercices, un tableau de passage entre l'ancienne et la nouvelle présentation des comptes a été établi.

	Ancien poste des états financiers	Nouveaux postes des états financiers	Montants N	Montants N-1
Remboursements de charges de personnel	Autres produits d'exploitation	Charges de personnel	1 757	1 526
Refacturations de charges	Autres produits d'exploitation / Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires	23 982	29 285
Produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	Charges et produits exceptionnels	Résultat de cession sur éléments d'actifs corporels et incorporels	607	1 717
VNC des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	Charges et produits exceptionnels	Résultat de cession sur éléments d'actifs corporels et incorporels	1 920	2 170
Produits de cession des immobilisations financières	Charges et produits exceptionnels	Charges et produits financiers	5	106
VNC des immobilisations financières	Charges et produits exceptionnels	Charges et produits financiers	575	54
Frais d'émission des emprunts (activation)	Autres produits d'exploitation	Achats consommés	25 556	9 167
Frais d'émission des emprunts (dotation)	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	Charges et produits financiers	7 943	8 456

Ouverture du capital Altitude Infra

Dans la continuité de la réorganisation du groupe qui s'est opérée au cours de l'exercice 2023, Altitude Infra a poursuivi l'ouverture de son capital à ses investisseurs minoritaires le 1er avril 2025.
Ces opérations ont de facto entrainé la dilution de la participation ATH dans le sous-groupe Altitude Infra, portant ainsi sa participation de 60,69% à 54,18%. La dilution est assimilée à une cession partielle et a entraîné la comptabilisation en produit exceptionnel d'un résultat de cession de 38.2 millions d'euros.

Changement de gouvernance

Changement de gouvernance chez Altitude Infra THD

Cédric Falgas a été nommé au poste de Directeur Général Altitude Infra THD, à compter du 1er décembre 2025. Il exerce ses fonctions sous la responsabilité d'Arnaud Van Troeyen, Directeur Général d'Altitude Infra, et rejoint le Comité de direction.

Dans ses nouvelles fonctions, il a pour responsabilités de renforcer et développer les liens avec les collectivités et les opérateurs commerciaux, d'accompagner l'accélération de la commercialisation des réseaux, de piloter la transition liée à la fermeture du réseau cuivre d'ici 2030 et d'accompagner l'émergence de nouveaux services et usages publics reposant sur l'infrastructure Très Haut Débit.

Changement de gouvernance chez Covage

Le marché de la connectivité pour les entreprises connaît une forte demande, portée par la digitalisation des activités et les nouveaux besoins en télétravail.
Covage, unique opérateur wholesale français offrant une gamme complète de solutions fibre (FTTO, FTTH, FTTE) et mobile (4G, 5G) dédiée aux entreprises et collectivités, couvre l'ensemble du territoire national.

Dans ce contexte de développement et de renforcement de la performance des infrastructures numériques au service des collectivités et des entreprises, les nominations suivantes ont eu lieu :

- Stéphanie Lynch-Habib a été nommée Directrice Générale de Covage à compter du 15 septembre 2025, succédant à Aymeric de Cardes ;
- Ilham Djehaich, jusqu'ici Directrice Générale d'Altitude Infra THD, a été nommée Directrice Générale des concessions Covage (FTTO) à compter du 15 décembre 2025.

Sous leur direction, Covage poursuivra le déploiement de ses réseaux, le renforcement de la qualité de service et l'accompagnement des entreprises et collectivités dans leur transformation numérique.

Appels d'offre et contrats de DSP

Altitude Infra

Prolongations de conventions de Délégations de Service Public

Les conventions de Délégation de Service Public de la Somme, de Dunkerque et de THD 06 ont été prolongées respectivement de 2, 3 et 4 ans.

Marché de travaux de la Manche

Dans le cadre du marché de travaux de la Manche, la défaillance d'un sous-traitant est intervenue au cours de l'exercice. Le groupe a pris toutes les mesures nécessaires afin d'en limiter l'impact. Toutes les incidences comptables ont été évaluées et traduites dans les états financiers consolidés.

Pôle BtoB

L'année 2025 a été marquée par trois succès majeurs pour Covage Infra Concession, confirmant son rôle de partenaire stratégique des territoires dans le déploiement et la gestion d'infrastructures numériques durables.

Attribution d'une Délégation de Service Public pour la reprise et l'exploitation des réseaux Sequantic et Irisé

Covage Infra Concession a remporté un appel d'offres pour la reprise, l'exploitation et le développement de réseaux fibres très haut débit sur le territoire du Sipperec. Ce contrat, d'une durée de 20 ans, repose sur un programme d'investissements visant à accroître la résilience et la performance de ces infrastructures qui desservent plus de 150 000 entreprises et sites publics. Cette opération consolide la place de Covage comme acteur clé du très haut débit professionnel en France et témoigne de son savoir-faire dans la gestion d'actifs stratégiques à fort enjeu technologique.

Lauréat de la Délégation de Service Public « Oise Connect »

Covage a également été désigné par le syndicat mixte Oise Très Haut Débit comme nouveau délégataire de la DSP « Oise Connect », dédiée à la modernisation du réseau d'initiative publique du département pour les 15 années à venir. Ce projet ambitieux mobilisera 5,4 M€ d'investissements autofinancés afin de renforcer la résilience du réseau, déployer une collecte optique de dernière génération et étendre l'accès au très haut débit aux PME et TPE locales. Outre la connectivité, Covage proposera un Réseau Multiservices (RMS) associant hébergement souverain des données, cybersécurité, continuité d'activité et vidéoprotection mutualisée. L'infrastructure soutiendra le développement économique local, notamment autour du datacenter départemental, et devrait compter près de 3 000 clients actifs à l'horizon de fin de délégation. L'ouverture de locaux dédiés et la mobilisation d'une équipe de proximité renforceront la présence territoriale de Covage dans l'Oise.

Renouvellement de la Délégation de Service Public du Marché International de Rungis

En avril 2025, Covage a été renouvelé par la SEMMARIS, gestionnaire du Marché International de Rungis, pour une durée de 12 ans. Ce renouvellement de contrat vient renforcer la dynamique initiée depuis près d'une décennie et marque une nouvelle étape dans l'évolution des services proposés aux entreprises du Marché.

Ces délégations illustrent la dynamique de croissance de Covage Infra Concession, son engagement en faveur de la souveraineté numérique des territoires et sa capacité à allier performance technique et service public dans la durée.

Croissance externe et développements

Altitude Infra

Produit d'indemnité d'assurance Warranty & Indemnity

Le Groupe a réalisé une acquisition il y a 4 ans. Dans ce cadre, il avait souscrit à une assurance W&I. Cette assurance a été actionnée et le groupe a perçu en 2024 et 2025 des indemnités des assureurs, respectivement de 30 et 24.7 millions d'euros.

D'autres demandes dans le cadre de cette assurance W&I sont en cours d'examen par les assureurs et leurs experts.

L'indemnité de l'assurance a été constatée en produit exceptionnel (cf. note 9).

Pôle BtoB

Néant

Financements

Altitude Infra

Refinancement de Losange

En mai 2025, Losange, titulaire depuis juillet 2017 de la Délégation de Service Public (DSP) attribuée par la Région Grand Est pour la conception, l'établissement, l'exploitation, la commercialisation et le financement d'un réseau THD couvrant les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, a finalisé son refinancement à très long terme par une opération hybride d'un montant de 735 millions d'euros combinant institutionnels et partenaires bancaires.

Cette dette est composée :

- D'un crédit bancaire à taux variable d'une maturité de 20 ans, pour un montant de 375 millions d'euros ;
- De deux tranches obligataires à taux fixe d'une maturité de 26 ans, souscrites par des investisseurs institutionnels pour un montant total de 325 millions d'euros,
- D'une ligne de 35 millions d'euros destinée à la réserve du service de la dette sous forme de DSRF (Debt Service Revolving Facility). Ce crédit DSRF n'a pas été tiré par la Société en 2025.

Refinancement de Fibre 31

En décembre 2025, le refinancement de FIBRE 31, titulaire depuis mai 2018 de la Délégation de Service Public (DSP) attribuée par le syndicat mixte Haute-Garonne Numérique pour la conception, l'établissement, l'exploitation, la commercialisation et le financement du réseau de communication à très haut débit, a été finalisé pour un montant de 213 millions d'euros.
Cette dette est composée :

- D'un crédit bancaire à taux variable d'une maturité de 18 ans, pour un montant de 160 millions d'euros ;

- D'un crédit bancaire à taux fixe d'une maturité de 18 ans, pour un montant de 40 millions d'euros,
- D'une ligne de 13 millions d'euros destinée à la réserve du service de la dette sous forme de DSRF (Debt Service Revolving Facility). Ce crédit DSRF n'a pas été tiré par la Société en 2025.

Pôle BtoB

Covage Infra :

En novembre 2022, la société Covage Infra a signé un contrat de crédit avec la banque allemande NORD LB pour 150 millions d'euros, visant en partie à refinancer les apports d'ATH dans la société mais également à financer en partie les investissements des trois prochains exercices.

Sur l'exercice 2025, Covage Infra a effectué le dernier tirage complémentaire pour 4,5M€.

Déploiement et commercialisation des réseaux

Altitude Infra

Construction des réseaux

Durant l'exercice 2025, AITHD et ses filiales ont poursuivi leur activité de construction des réseaux, faisant passer le nombre de prises commercialisables FttH de 3 971 ku à 4 141 ku, soit une croissance de 171 ku (+4%) en 2025.

Fin des travaux de premier établissement

Au cours de l'exercice 2025, les réserves des Recettes Globales et Définitives ont été levées sur les Délégations de Service Public suivante :

- Fibre 21 : Levée des réserves le 30 juin 2025,
- Fibre 40 : Levée des réserves le 30 juin 2025,
- Yconik : Levée des réserves le 30 juin 2025,
- Fibre 39 : Levée des réserves le 30 septembre 2025,
- Haute-Savoie : Levée des réserves le 19 décembre 2025.

Activité commerciale

Durant l'exercice 2025, AITHD et ses filiales ont poursuivi la commercialisation de leurs réseaux, faisant passer le nombre de prises commercialisées FttH de 2 157 ku à 2 515 ku, soit une croissance de 358 ku (+17%) et un taux de pénétration à 60,7% en 2025.

Pôle BtoB

Néant

Renforcement de la démarche RSE au niveau Groupe

La plupart des points de passage 2025 sont atteints, voire dépassés, et la gouvernance de notre démarche montre toute son efficacité : nos principales filiales progressent significativement sur l'ensemble des quatre piliers (Gouvernance, Environnement, Social et Sociétal), et de manière globalement homogène.

Le dynamisme de la démarche RSE au sein du groupe est portée par les éléments suivants :
- Sortie de notre premier e-learning RSE, de notre premier rapport de durabilité au format VSME (format simplifié de la CSRD), de notre première stratégie climat ;
- Obtention de nos premières labellisations Great Place To Work ;
- Progression de nos évaluations Ecovadis ;
- Déploiement de notre charte achats responsables et de notre code éthique.

2 Principes et méthodes comptables

2.1 Règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés de la société Altitude SAS, ci-après le « Groupe » sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en France, telles que définies par le règlement 2020-01 de l'ANC du 06/03/20. Les méthodes comptables de référence pour l'établissement des comptes consolidés sont les méthodes prévues par le règlement 2014-03 de l'ANC, dans sa version modifiée par le règlement 2022-06 de l'ANC.

Ils ont été établis à partir des comptes de la société Altitude SAS et de ses filiales arrêtés au 31 décembre 2025 pour une période de 12 mois, sauf pour les sociétés acquises, constituées, cédées ou liquidées sur l'exercice 2025.

Les principes de consolidation utilisés par le groupe sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable.

Les filiales dont la société Altitude SAS détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote ont été consolidées en intégration globale.

Les intérêts minoritaires négatifs des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation ont été reclassés, conformément au règlement 2020-01 de l'ANC du 06/03/20, dans les capitaux propres part du groupe. Si, ultérieurement, l'entreprise consolidée réalise des bénéfices, les intérêts majoritaires sont alors crédités de tous ces profits jusqu'à ce que la partie des pertes imputables aux intérêts minoritaires que le groupe avait assumé ait été totalement éliminée.

Il a été décidé de comptabiliser les subventions d'investissements en capitaux propres. En effet, les sociétés exploitant les délégations de service public bénéficient de subventions, définitivement acquises à la date d'octroi des subventions.

Les subventions d'investissements rattachées aux immobilisations amortissables sont reprises en résultat d'exploitation au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer.

2.2 Entités ad hoc

Les entités au sein desquelles :

(i) La société ALTITUDE SAS exerce directement ou indirectement un contrôle en substance
(ii) La société ALTITUDE SAS bénéficie des avantages de l'entité

Sont réputées être contrôlées exclusivement par la société mère et, à ce titre, sont intégrées globalement.

2.3 Bases d'évaluations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon la convention du coût historique.

2.4 Recours à des estimations

Pour établir ses comptes la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction du Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction du Groupe portent notamment sur l'évolution des engagements envers les salariés (2.16), les immobilisations incorporelles (2.7), les provisions (2.17) et les impôts différés (2.15).

2.5 Regroupements d'entreprises

La différence entre le coût d'acquisition des titres et la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Les biens destinés à l'exploitation sont évalués à la valeur d'utilité. Les biens non destinés à l'exploitation sont estimés à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur nette probable de réalisation.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif du bilan et peuvent faire l'objet d'un amortissement linéaire pour une durée qui dépend des conditions propres à chaque acquisition. Le détail de ces écarts d'acquisition est présenté au paragraphe 11.

Par ailleurs, en application du règlement ANC 2015-06, il a été décidé de maintenir le plan d'amortissement antérieur pour tous les écarts d'acquisition.

2.6 Conversion des créances, dettes, transactions et flux libellés en monnaies étrangères

Les créances et dettes libellées en devises, dans un premier temps sont converties sur la base des cours de change effectifs au moment des transactions. Ils sont ensuite réévalués en fonction des taux en vigueur à la date de clôture. Les différences de change résultant de cette réévaluation sont constatées au compte de résultat. Les transactions en devises, quant à elles, restent converties aux taux en vigueur à la date de leur réalisation. Il en va de même des flux de trésorerie.

2.7 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et correspondent pour l'essentiel à :

- Des concessions, brevets et droits similaires qui font l'objet d'un amortissement en fonction de leur durée d'exploitation ;
- Des relations clients, reconnues majoritairement dans le cadre de la démarche d'identification et de valorisation des actifs et passifs acquis lors de l'acquisition des réseaux de Covage (durée d'amortissement calculée en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus par l'élément d'actif);
- Des solutions informatiques amorties linéairement sur une durée de 1 à 5 ans ;
- Des fonds commerciaux ;
- Des frais d'établissement : ces frais sont composés de frais d'enregistrement et ont été maintenus en immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. L'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif).
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu.
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté significativement durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénales et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement.
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif.
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions.
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, nette de coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets de trésorerie attendus non actualisés. Ces derniers sont déterminés sur la base des données budgétaires validées par la direction opérationnelle concernée.

Dans la mesure où la valeur nette comptable est inférieure à la valeur actuelle, une provision pour dépréciation est comptabilisée. Les provisions correspondant aux pertes pérennes de valeur sont irréversibles.

2.8 Délégation de Service Public

Différentes filiales sous contrôle exclusif sont titulaires de contrats de Délégation de Service Public (DSP) portant sur le déploiement, l'activation et l'exploitation de réseaux départementaux très haut débit.
Ces contrats de délégation de service public font l'objet :

- D'investissements initiaux permettant l'implantation et le déploiement d'une infrastructure très haut débit. Ces investissements font l'objet d'un amortissement tel que prévu au contrat de délégation de service public ou à défaut sur la durée d'exploitation du contrat de délégation de service public.

- D'investissements pendant l'exécution du contrat de DSP. Ces investissements résultent d'une obligation contractuelle prévue dans le contrat de délégation de service public. Ils ont pour objectif de garantir la qualité du service assuré par le fermier.

- Ces investissements constituent parfois des biens de retour qui reviennent en fin de contrat de DSP à la collectivité gratuitement pour les biens amortis et moyennant versement d'une indemnité pour les biens non amortis (correspondant à la valeur nette comptable déduction faite de la part de subvention d'investissement non reprise au compte de résultat). Le montant de ces investissements pourra évoluer, notamment à la baisse, en fonction de l'évolution du plan d'affaire de chaque contrat et sous réserve du respect de l'équilibre économique de la délégation.

- Du versement par la collectivité d'une subvention d'investissement initiale destinée à financer une quote-part de l'infrastructure. Cette subvention est reprise en résultat au même rythme que l'amortissement des investissements financés par cette subvention.

Les DSP sont amorties sur la durée du contrat.

Les durées contractuelles des DSP concessives, en régie ou en affermage sont les suivantes :

- 3CNET : 20 ans
- Altitude Infra Calvados : 30 ans
- Altitude Infra Coeur Côte Fleurie : 30 ans
- Altitude Infra Dunkerque Grand Littoral : 25 ans
- Altitude Infra Grand Nancy : 20 ans
- Altitude Infra Haute Savoie : 22 ans
- Altitude Infra Somme : 19 ans
- Caen.com : 20 ans
- Clermont Communauté Networks : 20 ans
- Coval Networks : 20 ans
- Dioptic : 15 ans
- Emeraude THD : 15 ans
- Fibre 31 : 25 ans
- Fibre 39 : 30 ans
- Grand Lyon THD : 25 ans
- Grand Poitiers : 20 ans
- Hérault Télécom : 12 ans
- Losange : 35 ans
- Manche Fibre : 20 ans
- Min THD : 12 ans
- Nantes Networks : 25 ans
- Octogone Fibre : 30 ans
- Rosace : 30 ans
- Seine Essonne Très Haut Débit : 28 ans
- Sem@for77 : 25 ans
- Sequantic : 20 ans
- Solstice Grand Angoulème : 25 ans
- Sud Bourgogne Networks : 12 ans
- THD06 : 19 ans
- THD 66 : 15 ans
- THD83 : 20 ans
- Tutor Europ Essonne : 25 ans
- Vannes Agglo : 25 ans
- Yconik : 30 ans

2.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Constructions : 20 à 25 ans
- Agencements des constructions : 6 à 25 ans
- Installations techniques : 6 à 15 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier de bureau : 8 ans
- Matériel de transport : 4 ans

2.10 Contrats de location

2.10.1Crédit-bail

Les biens acquis en crédit-bail et contrats assimilés sont immobilisés lorsqu'au moins une des trois conditions suivantes est remplie :

- Le contrat prévoit le transfert de la propriété au terme de la durée du bail sur option, et les conditions d'exercice de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail ;
- La durée du bail recouvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur ;
- La valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la valeur vénale du bien loué à la date de conclusion du bail.

Les actifs détenus en vertu de contrats de crédit-bail sont amortis sur leur durée d'utilisation ou, lorsqu'elle est plus courte, sur la durée du contrat de location correspondant.

Aucun contrat de ce type n'a été contracté.

2.10.2 Location simple

Les contrats de location ne possédant pas les caractéristiques d'un contrat de location-financement sont enregistrés comme des contrats de location opérationnelle, et seuls les loyers sont enregistrés en résultat.

2.11 Participations et autres immobilisations financières

Les participations non consolidées et les créances rattachées peuvent faire l'objet d'une dépréciation si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable.

2.12 Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués selon la méthode FIFO.
Une éventuelle provision pour dépréciation est constituée pour couvrir tout excédent de la valeur comptable par rapport à la valeur nette de réalisation ou en l'absence de perspective d'utilisation.

Par ailleurs, les coûts de commercialisation directement imputables ainsi que les charges financières sont incorporés dans le prix de revient des actifs stockés.

2.13 Valeurs mobilières de placement

Les VMP sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.14 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.
Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque la valeur d'inventaire calculée en fonction des perspectives de remboursement est inférieure à la valeur comptable.

2.15 Impôt différé

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs, et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.
Les différences sont temporaires lorsqu'elles doivent s'inverser dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé, généré par des pertes fiscales, est comptabilisé dès lors qu'il existe des éléments probants et convaincants qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Au 31 décembre 2025, des déficits fiscaux ont été activés à hauteur de 3 183 K€ en base sur le périmètre de l'intégration fiscale AITHD, afin de ramener le solde d'impôt différé passif de l'intégration fiscale à une valeur nulle.

Le montant total des déficits fiscaux non activés par le Groupe s'élève à 673.7 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Les impôts différés ont été retenus sur une base nette par entité fiscale.

Au 31 décembre 2025, les impôts différés sont calculés au taux de 25%.

Périmètre d'intégration fiscale ATH :

Le groupe d'intégration fiscale ATH a été créé le 1er janvier 2009, avec ATH pour société mère.

Au 31 décembre 2025, celui-ci comprend les sociétés Altitude Infrastructure, Covage Infra, Covage Infra Concessions Holding, Covage Infra Concessions, Gélos, Ouréa, Sud Bourgogne Networks, Hel, Magni, Mimir, Infra Btob Holdco, Geri, Modi, Ordos, Perses, Vidar, Ubicité, Grand Lyon THD, Nantes Networks, Seine Estuaire Networks, Fibréa, Grand Poitiers Networks, Min THD, Sequantic Telecom, 3CNET, Clermont Communauté Networks, Coval Networks, Arras Networks, Creusot Montceau Networks, Solstice Grand Angoulême, Sem@for 77, Grand Chalon Networks, Caen.com, Phibee Telecom, Airmob Groupe, Airmob, Airmob Infra Full, Horcos, Nomos, AIH Projet 3, AIH Projet 4, Themis, Selene, Pallas, B2B Projet 1, B2B Projet 2, Netwo, Linkt Holding, Linkt, Linkt Projet1, Linkt Projet 2, Linkt Projet 3.

Périmètre d'intégration fiscale Altitude Infra :

Le groupe d'intégration fiscale Altitude Infra a été créé le 1er janvier 2024, avec Altitude Infra pour société mère.

Au 31 décembre 2025, celui-ci comprend les sociétés Altitude Infrastructure Exploitation, Altitude Infrastructure Construction, Altitude infra adduction, Altitude Infra Projet 1, Altitude Infra Projet 2, Altitude Infra Projet 3, Altitude Infra Projet 4, Altitude Infra Projet 5, Altitude Infra Projet 6

Périmètre d'intégration fiscale ALTO :

Le groupe d'intégration fiscale Alto a été créé le 1er janvier 2018 au sein du sous-groupe AITHD avec pour société mère la société ALTO.

Au 31 décembre 2025, celui-ci comprend les sociétés Manche Fibre, Provence Alpes Connect, THD 06, THD 83, Vannes Agglo Numérique et Résoptic.

Périmètre d'intégration fiscale AITHD :

Le groupe d'intégration fiscale AITHD a été créé le 1er janvier 2021 avec pour société mère la société AITHD.

Au 31 décembre 2025, celui-ci comprend les sociétés Doubs La Fibre, Octogone Fibre, Altitude Fibre 39, Yconik, Erato, La Fibre 85, Altitude Fibre 21, Altitude Fibre 40, Niederbronn THD, Grand Est THD, Cécias, Glaucos, Munin et Vali, AITHD projet 1, AITHD Projet 5, Altitude Infra Gravelines, AITHD projet 3, AITHD projet 4, Hestia, Tutor, Tutor Investissement, Altitude Infra Calvados, Altitude infra Cœur Côte Fleurie, Altitude Infra Grand Nancy, Altitude Infra Dunkerque Grand Littoral, Altitude Infra Haute-Savoie, Altitude Infra Somme, Tutor Europ' Essonne, Seine Essonne Très Haut Débit.

Périmètre d'intégration fiscale Villas Ginkgos :

Le groupe d'intégration fiscale Villas Ginkgos a été créé le 1er janvier 2017 avec pour société mère la société BIEN VIVRE CHEZ SOI.

Au 31 décembre 2025, celui-ci comprend les sociétés Bien Vivre Chez Soi, Villas Ginkgos, Villas Ginkgos Bonne Fontaine, Villas Ginkgos Belles Rives, Ginkgos Immo, Villas Ginkgos Le Clos Saint-Jean, Villas Ginkgos Les Alisiers, Villas Ginkgos Les Demeures Rouennaises, Villas Ginkgos Les Demeures Yonnaises, Villas Ginkgos Le Biloba, Villas Ginkgos Le Parc, Villas Ginkgos Les Amandiers, Villas Ginkgos Les Figuiers, Villas Ginkgos Les Oliviers, Villas Ginkgos Les Lauriers, Villas Ginkgos L'Albizia et Villas Ginkgos Le Romarin.

Contrôles fiscaux :

Au 31 décembre 2025, il n'y a pas de vérification de comptabilité en cours sur les entités du groupe et tous les litiges ou discussions en cours avec l'administration fiscale ont été levés.

2.16 Engagements envers les salariés

Les salariés du Groupe peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite.

Les engagements correspondants sont pris en charge en fonction des droits acquis par les bénéficiaires sous forme :

- Soit de versements de cotisations à des organismes indépendants (compagnies d'assurances) chargés d'effectuer le paiement de ces pensions ou indemnités ;
- Soit de provisions.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Le calcul actuariel de la provision pour engagements de retraite prend en compte :

- La probabilité de présence dans l'entreprise du participant jusqu'à l'âge du versement de la prestation (âge de départ en retraite retenu de 67 ans) :
  - Nous avons utilisé les tables de mortalités de l'Insee pour prendre en compte les hypothèses de décès
  - Nous avons utilisé des taux de turnover spécifiques à chaque société et à trois classes d'âge différentes pour prendre en compte les hypothèses de départ du Groupe
- L'actualisation de la prestation à la date de l'évaluation, basée sur le taux du marché correspondant aux taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie, soit un taux de 4.04 % pour l'année 2025.

2.17 Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'il devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

2.18 Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur valeur nominale.

2.19 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que tous les critères suivants sont remplis :

- La preuve de l'existence d'un accord entre les parties peut être apportée ;
- La livraison du bien a eu lieu ou la prestation a été effectuée ;
- Le prix est fixe ou déterminable.

Le chiffre d'affaires généré par les ventes de produits est reconnu lors du transfert au client des risques et des avantages liés à la propriété.

Les revenus provenant du déploiement d'infrastructures et ou de réseaux haut débit et très haut débit sont constatés au fur et à mesure de l'avancement des installations.

3 Périmètre de consolidation

3.1 Sociétés consolidées

Le tableau ci-après fournit, pour les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation des exercices présentés, les renseignements suivants :

- Le pays dans lequel elles sont constituées ;
- Le lieu de leur siège social ;
- Les pourcentages de contrôle et d'intérêt propres à chacune (différents lorsque la participation détenue par le Groupe est indirecte et fait intervenir des sociétés que celle-ci ne contrôle pas à 100%).

Raison sociale	Pays	N° SIREN	Siège social	31/12/2025		31/12/2024	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
CSI ALTITUDE	France	379617822	Paris (75)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
A EVENTS	France	829379759	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ALCALA	France	513079426	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ALTITUDE GESTION IMMOBILIERE	France	843256835	Paris (75)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ALTEAME	France	509671012	Mont Saint Aignan (76)	81,11%	81,11%	81,11%	81,11%
ALTEAME PARTICIPATIONS	France	982738536	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	81,11%	100,00%	81,11%
ALTEAME ENERGY	France	878886555	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
IFE 3	France	878886563	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
IFE 4	France	982521619	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
IFE 5	France	982529950	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
PROJET 47	France	843655358	Paris (75)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ATH	France	431958313	Paris la Défense (92)	88,53%	88,53%	87,78%	87,78%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE	France	403112667	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE CONSTRUCTION	France	509601282	Paris la Défense (92)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE EXPLOITATION	France	509662052	Paris la Défense (92)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRASTRUCTURE THD	France	809822935	Paris la Défense (92)	52,82%	25,33%	52,82%	28,14%
ALTITUDE INFRA	France	922350418	Paris la Défense (92)	54,18%	47,97%	60,69%	53,27%
ALTITUDE INFRA Projet 1	France	982179665	Val de Reuil (27)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRA Projet 2	France	982187304	Val de Reuil (27)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRA Projet 3	France	982191058	Val de Reuil (27)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRA Projet 4	France	982171316	Val de Reuil (27)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRA Projet 5	France	982176539	Val de Reuil (27)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRA Projet 6	France	982179715	Val de Reuil (27)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
ALTITUDE INFRA ADDUCTION	France	922350483	Val de Reuil (27)	100,00%	47,97%	100,00%	53,27%
AIH Projet 3	France	922393665	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
AIH Projet 4	France	922350616	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
PORTFOLIO THD	France	922350871	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE INFRA GRAVELINES	France	922351044	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
AITHD Projet 3	France	922238217	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
AITHD Projet 4	France	922240213	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
AITHD Projet 5	France	982170086	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE FIBRE 21 (CORAI)	France	831500038	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE FIBRE 39 (PRISME)	France	822893186	Lons-Le-Saunier (39)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE FIBRE 40 (PIXL)	France	845170604	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE INFRA CALVADOS	France	538581448	Colombelles (14)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE INFRA CŒUR COTE FLEURIE	France	527512081	Colombelles (14)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE INFRA HAUTE SAVOIE	France	798626750	Annecy (74)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE INFRA GRAND NANCY	France	498710193	Nancy (54)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE INFRA SOMME	France	807897608	Paris la Défense (92)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTO	France	819087032	Val de Reuil (27)	73,00%	18,49%	73,00%	20,54%
AIRMOB GROUPE	France	891000069	Toulouse (31)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
AIRMOB	France	823064704	Toulouse (31)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
AIRMOB INTRA FULL	France	891196420	Toulouse (31)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
ARRAS NETWORKS	France	479033789	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%

Raison sociale	Pays	N° SIREN	Siège social	31/12/2025		31/12/2024	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
AZALEE	France	509649745	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
B2B Projet 1	France	922519285	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
B2B Projet 2	France	922434980	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
CAEN.COM	France	478688039	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
CECIAS	France	905199766	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
CLERMONT COMMUNAUTE NETWORKS	France	491352324	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
COVAGE INFRA	France	894565431	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
COVAGE INFRA CONCESSIONS	France	894568252	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
COVAGE INFRA CONCESSIONS HOLDING	France	894566090	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
COVAL NETWORKS	France	491927554	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
CREUSOT MONCEAU NETWORKS	France	478354202	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
DOUBS LA FIBRE	France	797446283	Besancon (25)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ALTITUDE INFRA DUNKERQUE GRAND LITTORAL NETWORKS	France	508791639	Paris la Défense (92)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
EMERAUDE THD	France	829012731	Carcassonne (11)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
ERATO	France	824388383	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
EUREK@	France	805053451	Val de Reuil (27)	0,00%	0,00%	100,00%	87,78%
FIBREA	France	789341427	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
FIBRE 31	France	824290969	Toulouse (31)	75,05%	19,01%	75,05%	21,12%
SUD BOURGOGNE NETWORKS	France	908478670	Chatenoy-le-Royal (71)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
GELOS	France	894566785	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
GERI	France	905251112	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
GIE FIBR'ALSACE	France	819253568	St Etienne du Grès (13)	0,00%	0,00%	50,00%	26,64%
GIE FIBRE 31 DEPLOIEMENT	France	839835915	Val de Reuil (27)	70,00%	33,58%	70,00%	37,29%
GLAUCOS (RIVEO)	France	905198792	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
GRAND CHALON NETWORKS	France	484775481	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
GRAND LYON THD	France	813716941	Lyon (69)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
GRAND POITIERS NETWORKS	France	750217515	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
HEL	France	908480056	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
HERAULT PARTICIPATIONS	France	500480322	Paris la Défense (92)	81,00%	71,71%	81,00%	71,10%
HERAULT TELECOM	France	501304299	Saint-Aunes (34)	100,00%	71,71%	100,00%	71,10%
HESTIA	France	894567221	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
HORCOS	France	913534608	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
INFRA B2B HOLDCO	France	908481062	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
LA FIBRE 85	France	831500467	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
LOSANGE	France	830959771	Lesmenils (54)	57,00%	14,44%	57,00%	16,04%
GIE LOSANGE DEPLOIEMENT	France	831205372	Saint Etienne du Grès (13)	50,00%	23,99%	50,00%	26,64%
LOSANGE EXPLOITATION	France	831268156	Val de Reuil (27)	57,00%	27,34%	57,00%	30,36%
OISE CONNECT (ex MAGNI)	France	908480494	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
MANCHE FIBRE	France	814791554	Saint-Lô (50)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
MENIPPE (DIOPTIC)	France	845195619	Besancon (25)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
MIMIR	France	908480783	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
MIN THD	France	811792852	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
MODI	France	905250015	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
MUNIN	France	905203089	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
NANTES NETWORKS	France	538892621	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%

Raison sociale	Pays	N° SIREN	Siège social	31/12/2025		31/12/2024	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
NET 55	France	503746299	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
NET GRAND RODEZ	France	500048343	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
NETWO	France	844125229	Paris (75)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
NIEDERBRONN THD (OENOE)	France	845177625	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
NOMOS	France	913595062	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
OCTOGONE FIBRE	France	822189866	Montauban (82)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
ORDOS SAS	France	834247058	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
OUREA	France	894568724	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
PACT	France	818009748	Val de Reuil (27)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
PALLAS	France	911092708	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
PERSES	France	905249124	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
PHIBEE	France	537507022	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
RESOPTIC	France	532745213	Val de Reuil (27)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
ROSACE	France	818463630	Entzheim (67)	72,00%	18,24%	72,00%	20,26%
ERBIUM	France	819099169	Val de Reuil (27)	50,00%	23,99%	50,00%	26,64%
GRAND EST THD (SALMACIS)	France	845179506	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
SEINE ESSONNE TRES HAUT DEBIT	France	751310749	Paris la Défense (92)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
SEINE ESTUAIRE NETWORKS	France	753422336	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
SELENE	France	910995752	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
SEM@FOR 77	France	492990262	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
SEQUANTIC TELECOM	France	505271619	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
SOLSTICE GRAND ANGOULEME	France	493589113	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
THD 06	France	820552065	Val de Reuil (27)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
THD 66	France	829010255	Perpignan (66)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
THD 83	France	519238166	Val de Reuil (27)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
THEMIS	France	910996263	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
TUTOR	France	439748013	Paris la Défense (92)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
TUTOR EUROPE ESSONNE	France	538613829	Paris la Défense (92)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
TUTOR INVESTISSEMENT	France	798114229	Paris la Défense (92)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
UBICITE	France	905247300	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
VALI	France	905197232	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
VANNES AGGLO NUMERIQUE	France	790362057	Theix-Noyalo (56)	100,00%	18,49%	100,00%	20,54%
VIDAR	France	905247987	Val de Reuil (27)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
YCONIK	France	822949459	Val de Reuil (27)	100,00%	25,33%	100,00%	28,14%
3CNET	France	449509082	Paris la Défense (92)	100,00%	88,53%	100,00%	87,78%
LINKT	France	815109467	Paris la Défense (92)	100,00%	88,41%	100,00%	87,61%
LINKT HOLDING	France	824056725	Paris (75)	99,87%	88,41%	99,81%	87,61%
Projet 3.1	France	832839229	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	88,41%	100,00%	87,61%
Projet 3.2	France	832839286	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	88,41%	100,00%	87,61%
Projet 3.3	France	844332569	Mont Saint Aignan (76)	100,00%	88,41%	100,00%	87,61%
VILLA GINKGOS - BIEN VIVRE CHEZ SOI	France	529461923	La Roche sur Yon (85)	58,43%	58,43%	58,43%	58,43%
VILLA GINKGOS - BELLES RIVES	France	819969882	Les Sables d'Olonne (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - BONNE FONTAINE	France	809380520	Challans (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - GINKGOS IMMO	France	804166635	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINGKOS – L'ALBIZIA	France	907939052	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%

Raison sociale	Pays	N° SIREN	Siège social	31/12/2025		31/12/2024	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
VILLA GINKGOS - LE CLOS ST JEAN	France	792720294	Saint Jean de Monts (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - LE ROMARIN	France	907939102	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - LES ALISIERS	France	791122583	Les Sables d'Olonne (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - LES AMANDIERS	France	833354681	Mont de Marsan (40)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - LE BILOBA	France	844259846	Bourges (18)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - LES DEMEURES YONNAISES	France	829982834	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - LES DEMEURES ROUENNAISES	France	832113328	Rouen (76)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS – LES FIGUIERS	France	879781128	Louviers (27)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS – LES LAURIERS	France	879750925	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS – LES OLIVIERS	France	879781177	Toulouse (31)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - LE PARC	France	844403840	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - VILLA GINGKOS	France	922213921	La Roche sur Yon (85)	90,00%	52,58%	90,00%	52,58%
VILLA GINKGOS - PROJET 4	France	982721987	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - PROJET 5	France	982719460	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%
VILLA GINKGOS - PROJET 6	France	982667610	La Roche sur Yon (85)	100,00%	58,43%	100,00%	58,43%

La société Eureka a fait l'objet d'une fusion au régime simplifiée au profit de la société Altitude Infrastructure au cours de l'exercice 2025.

En décembre 2025, la société GIE Fibr'Alsace a été dissoute.

Les filiales du groupe sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle (Rosace Exploitation, GIE Fibr'Alsace, Losange Déploiement, Losange Exploitation) ou de l'intégration globale et clôturent leurs comptes au 31 décembre.

3.2 Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Les sociétés contrôlées non consolidées sont :

- Soit des coquilles vides en attente d'utilisation,
- Soit des sociétés contrôlées non matérielles et dont la nature de l'activité est différente des 2 secteurs d'activités principaux du groupe (télécom et résidences sénior),
- Soit des sociétés ayant cessé toutes activités et qui sont à différents stades juridiques d'un processus de fermeture.

Le tableau ci-après fournit la liste des sociétés non consolidées au 31 décembre 2025 :

Dénomination et formes sociales	Pays	Siège social	% d'intérêt	Motif de non-inclusion
Far East & Co Limited	Royaume-Uni	Weybridge	100%	Société non matérielle et activité différente de celles du Groupe
FC Cube	Malte	Zebbug	100%	Société non matérielle et activité différente de celles du Groupe
FC Cube France	France	Lorient	100%	Société non matérielle et activité différente de celles du Groupe
FC 130	Malte	Zebbug	100%	Société non matérielle et activité différente de celles du Groupe

4 Chiffre d'affaires

La décomposition du chiffre d'affaires par activités se présente ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Infrastructure	735 525	723 355
Services Télécoms	88 162	81 661
Aménagement / Lotissement	1 421	1 772
Résidences gérées	11 254	9 234
Autres	1 285	1 011
Total	**837 647**	**817 032**

La totalité du chiffre d'affaires du Groupe est réalisé en France.

5 Autres produits

Les autres produits se décomposent ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Production immobilisée intragroupe	**247 545**	**356 985**
Production immobilisée	32 257	26 390
Production stockée	-680	-551
Subventions d'exploitation	492	738
Transferts de charges d'exploitation		19 211
Autres produits	11 335	7 715
Total Autres produits d'exploitation	**43 405**	**53 504**

La production immobilisée intragroupe correspond au réseau constituant une construction à soi-même à l'échelle du groupe.

Les principaux contributeurs à la production immobilisée intragroupe sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Altitude Infrastructure Construction	20 028	132 553
Altitude Infrastructure Exploitation	171 065	150 509
Covage Infra	11 111	10 455
Erbium	12 281	11 081
Losange Exploitation	27 251	34 338
Autres	5 809	18 048
Total	**247 545**	**356 985**

La baisse chez Altitude Infra Construction est liée à la fin progressive des marchés de travaux consécutive à la signature des Recettes Globales et Définitives (RGD) sur une très grande majorité de nos réseaux.

La production immobilisée intragroupe chez nos exploitants correspond à des investissements de raccordement et aménagements d'hébergement dans les NRO.

6 Personnel

6.1 Effectifs

L'effectif moyen du Groupe en 2025 s'élève à 1 995 salariés, contre 1 848 en 2024.

La répartition des effectifs par catégorie est donnée dans le tableau suivant :

Répartition des effectifs par catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	865
Cadres et ingénieurs	1 130
Total	**1 995**

6.2 Charges de personnel

Les charges de personnel incluses dans le résultat d'exploitation recouvrent les éléments indiqués ci-après :

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements	109 630	98 921
Charges sociales	45 694	44 750
Total	**155 324**	**143 671**

Au 31 décembre 2025, le taux moyen de charges sociales s'établit à 41,7% contre 45,3% au 31 décembre 2024.

7 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations incorporelles (dont écarts d'acquisition)	-61 318	-40 889
Immobilisations mises en concession	-259 931	-227 342
Immobilisations corporelles	-38 521	-31 223
Subventions d'investissement reprises en résultat	29 754	25 606
Total des dotations aux amortissements [A]	**-330 016**	**-273 848**

Engagements envers les salariés	-523	123
Provisions pour risques et charges	-8 098	11 983
Total des dotations aux provisions [B]	**-8 622**	**12 106**
Total des dotations nettes hors actifs circulants [C = A+B]	**-338 637**	**-261 742**
Stocks	14	-2 430
Clients et autres actifs circulants (*)	-25 219	-12 774
Total des dotations à l'actif [D]	-25 206	-15 204
Total [E = C+D]	**-363 843**	**-276 946**

(*) Dont 8 456 K€ de dotations aux frais d'émission des emprunts en 2024. Ces charges sont réparties sur la durée des emprunts. Depuis 2025, ces dotations sont comptabilisées en résultat financier

La charge de dotations aux amortissements comprend 30,2 millions d'euros liés aux allocations d'actifs effectuées dans le cadre des prises de contrôles (majoritairement Covage, Rosage et Losange).

Elle comprend également 18,2 millions d'euros liés à des dépréciations constatées consécutivement à la réalisation des tests de dépréciations annuels.

8 Résultat financier

Le résultat financier se présente ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts compte à terme	16 973	26 585
Produits d'intérêts comptes courants filiales non consolidées	384	468
Intérêts sur emprunts	-139 061	-119 355
Charge d'intérêts comptes courants hors groupe	-16 452	-24 075
Autres dotations financières nettes de reprises	-4 848	-63
Autres	2 164	9 278
Résultat financier	**-140 840**	**-107 161**

9 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se présente ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Produits sur exercices antérieurs	285	447
Produit de cessions d'actifs incorporels et corporels		1 717
Résultat consolidé sur augmentations de capital Altitude Infra souscrites par les minoritaires	38 170	
Reprise subventions d'investissements		1
Charges sur exercices antérieurs		-740
Valeur nette comptable des cessions d'actifs incorporels et corporels		-2 170
Produits d'indemnité d'assurance	24 700	30 000
Dotations exceptionnelles provisions risques et charges	-2 515	-2 049
Autres	-13 612	-2 409
Résultat exceptionnel	**47 028**	**24 797**

Les produits d'indemnité d'assurance correspondent à des produits reçus dans le cadre de l'assurance W&I souscrite lors d'une acquisition réalisée il y a 4 ans.

Les autres charges et produits exceptionnels comprennent essentiellement :

- Des corrections comptables pour - 9 719K€ qui ont été constatées lors de l'exercice 2025 et comptabilisées en dehors du résultat courant pour leur montant brut d'impôt ;
- Des honoraires relatifs à un litige en cours suite à une acquisition pour - 1 911K€. La comptabilisation des honoraires a suivi le même traitement comptable que le produit d'indemnité d'assurance comptabilisé au titre de cette opération ;
- Des honoraires relatifs à l'opération d'ouverture du capital d'Altitude Infra réalisée en 2025 pour - 1 819K€. La comptabilisation des honoraires a suivi le même traitement comptable que le résultat de dilution comptabilisé au titre de cette opération.

10 Impôts sur les résultats

10.1 Charge d'impôt

10.1.1 Détail de la charge d'impôt

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Impôt courant	-11 372	-27 773
Impôt différé	1 337	732
Charge ou (produit) réel d'impôt	**-10 035**	**-27 041**

10.1.2 Taux effectif d'impôt

En milliers d'euros :	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net des entreprises intégrées avant amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition :	-151 791	-43 121
Impôt sur le résultat :	10 035	27 041
Résultat net des entreprises intégrées avant impôt et amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition :	**-141 756**	**-16 080**
Taux effectif d'imposition :	**-7%**	**-168%**

10.1.3 Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

Le rapprochement entre la charge réelle d'impôt et la charge théorique résultant de l'application au « résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition » avant impôt du taux nominal d'imposition en France, soit 25% en 2025 s'établit comme suit :

En milliers d'euros :	31/12/2025
Résultat net des entreprises intégrées avant amortissements des écarts d'acquisition	-151 791
Charge d'impôt	10 035
Résultat avant impôt	-141 756
Taux d'imposition du Groupe	25,0%
Charge d'impôt théorique	**-35 439**
Augmentation / réduction de la charge d'impôt résultant de :	
- Différences permanentes	-8 872
- Dépréciations comptes courants / titres	
- Cessions internes de titres et résultat de dilution	6
- Impact net de l'intégration fiscale	-10 197
- Ecritures de consolidation non fiscalisées	27 213
- Consommations des déficits fiscaux non activés / déficits non activés	38 005
- Crédits d'impôt / Mécénat	-587
- Contribution sociale	293
- Imposition - taux réduit	-4
- Divers	-383
Charge réelle d'impôt	**10 035**

10.2 Actifs et passifs d'impôts différés

La variation des actifs et passifs d'impôts différés s'analyse comme suit entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025 :

En milliers d'euros :	31/12/2024	Mouvements de l'exercice			31/12/2025
		Variation de périmètre	Autres	Charge / Produit au compte de résultat	
Actifs d'impôts différés	1 618	0		1 337	2 955
Passifs d'impôts différés					
Actif / (Passif) net	**1 618**	**0**		**1 337**	**2 955**

11 Ecarts d'acquisition

L'évolution des écarts d'acquisition s'analyse comme suit entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025 :

En milliers d'euros :	31/12/2024	Variation de périmètre	Dotation	Autre	31/12/2025
Ecarts d'acquisition bruts	**384 133**	**6 630**			**390 763**
Entités Covage rachetées	194 435				194 435
Villas Ginkgos	1 556				1 556
Alcala	240				240
Altéame	33				33
ATH (ex Altitude Infra Holding)	39 322	6 368			45 690
Wibox	607				607
Altitude Infra SAS	-454				-454
Net Grand Rodez	207				207
Net 55	191				191
Altitude Infra Exploitation	-267				-267
Altitude Infra Construction	-16				-16
Losange	12 177				12 177
Fibre 31	30 693				30 693
Alto	630				630
Resoptic	151				151
THD 83	678				678
Rosace	14 752				14 752
Netwo	6 199				6 199
Phibee	6 354				6 354
Linkt Holding	47 640	262			47 902
Linkt	5 138				5 138
Airmob Groupe	23 865				23 865
Amortissements et dépréciations	**-6 218**		**-13 469**		**-19 688**
Alcala	-240				-240
Altéame	-20		-1		-21
Villas Ginkgos	-1 400		-83		-1 484
ATH (ex Altitude Infra Holding)	992				992
Wibox	-607				-607
Altitude Infra SAS	454				454
Net Grand Rodez	-207				-207
Net 55	-191				-191
Altitude Infra Exploitation	267				267
Altitude Infra Construction	16				16
Fibre 31	-4 722		-1 574		-6 296
Alto	-149		-53		-202
Resoptic	-41		-8		-49
THD 83	-365		-44		-409
Linkt	-4		-1		-5
Netwo			-6 199		-6 199
Phibee			-5 506		-5 506
Ecarts d'acquisition nets	**377 915**	**6 630**	**-13 469**		**371 076**

En novembre 2025, l'acquisition par Infra BtoB Holdco des actions Linkt Holding détenues par un ancien salarié a engendré la comptabilisation d'un écart d'acquisition de 262 K€.

Sur l'année 2025, les acquisitions par Altitude des titres détenus par des minoritaires d'ATH ont engendré la comptabilisation d'écarts d'acquisition pour un montant total de 6 368 K€.

Des dépréciations ont été constatées sur les écarts d'acquisition de Netwo et Phibee à la suite de la réalisation des tests de dépréciation.

12 Immobilisations incorporelles nettes

La variation des immobilisations incorporelles se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2024	Acquisitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Reprises exercice	Mouvements de périmètre	Autres	31/12/2025
Frais d'établissement	1 746							1 746
Relations clients	33 618						-692	32 926
Marques, concessions, brevets	50 770	1 639	-11				18 678	71 077
Logiciels	9 058	1 862	-180				1 641	12 381
Droits au bail								
Fonds commerciaux	11 120	4 439						15 560
Autres immobilisations incorporelles	204 412	33 811	-3				14 156	252 377
Ecarts d'acquisition brut	384 133					6 630		390 763
Immobilisations incorporelles en cours	21 382	29 321	-1 225				-20 325	29 154
Avances et acomptes sur immos incorp.	88	-24					-34	29
Total Immobilisations incorporelles	**716 327**	**71 049**	**-1 418**			**6 630**	**13 424**	**806 013**
Frais d'établissement	-1 524			-65				-1 588
Relations clients	-5 126			-1 694			261	-6 560
Marques, concessions, brevets	-15 497		11	-5 918			-3 108	-24 512
Logiciels	-3 626		180	-2 273			-58	-5 777
Droits au bail								
Fonds commercial	-470							-470
Autres immobilisations incorporelles	-125 574		3	-32 788			-2 499	-160 858
Ecarts d'acquisition	-6 218			-1 764				-7 982
Total amortissements immos incorporelles	**-158 034**		**193**	**-44 502**			**-5 404**	**-207 748**
Frais d'établissement								
Relations clients				-3 900				-3 900
Marques, concessions, brevets							-130	-130
Logiciels	-130						130	
Droits au bail								
Fonds commercial								
Autres immobilisations incorporelles	-141			-1 211				-1 352
Ecarts d'acquisition				-11 705				-11 705
Immobilisations incorporelles en cours								
Avances et acomptes sur immos incorp								
Total dépréciations immos incorporelles	**-271**			**-16 816**				**-17 087**
Total Valeur Nette	**558 022**	**71 049**	**-1 225**	**-61 318**		**6 630**	**8 019**	**581 178**

DAP exploitation *-61 318*
DAP exceptionnelle

Les flux sur la colonne « autres » sont consécutifs aux activations des immobilisations en cours.

13 Immobilisations mises en concession

La variation des immobilisations mises en concession se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2024	Acquisitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Reprises exercice	Mouvements de périmètre	Autres	31/12/2025
Losange	1 491 292	45 392	-278					1 536 407
Yconik (ex Uranie)	214 512	7 684	-128				2 119	224 187
Doubs La Fibre	1							1
Fibre 31	387 391	13 165	-1 089				3 550	403 017
Octogone Fibre	186 184	6 011	-326				789	192 657
Calliope	116 585	9 955	-2				1 375	127 913
THD 66	90 201	6 132	-273				6 536	102 595
Emeraude THD	62 303	8 428	-378				2 945	73 299
Ménippe	96 998	4 746	-309				1 016	102 450
Manche Fibre	127 191	37 474	-492				11 976	176 150
Pact	3							3
Resoptic	11 752	191	-75				1 566	13 434
THD 06	20 524	2 794	-26				3 631	26 922
THD 83	16 317	354					416	17 088
Vannes Agglo Numérique	26 397	650	-41				214	27 220
Altitude Infra Côte fleurie	44 905	1 942	-15				3 451	50 283
Tutor Europ Essonne	61 837	6 424	-89				267	68 440
Altitude Infra Nancy	24 492	2 538	-45				490	27 476
Altitude Infra Somme	47 072	2 325					2 098	51 495
Altitude Infra Haute Savoie	208 606	22 926	-140				5 457	236 849
Altitude Infra Dunkerque Grand Littoral Networks	33 794	294	-1 227				247	33 108
Seine Essonne	46 165	2 542	-76				376	49 008
Altitude Infra Calvados	469 111	28 545	-270				4 401	501 787
Rosace	718 719	20 336	-202				34	738 888
Clermont Communauté Networks	26 291	647						26 938
Coval Networks	8 906	182						9 088
Garm	2 028	637						2 665
Creusot Monceau Networks	921							921
Grand Lyon THD	51 286	1 727					59	53 071
Solstice Grand Angoulème	16 842	232						17 074
MIN THD	1 579	351	-1 633					298
Nantes Networks	37 783	811						38 594
Sem@for77	150 126	2 192						152 318
3C Net SNC	2 926		-2 917					9
Seine Estuaire	511							511
Sequantic Télécom	86 662	7 639					965	95 265
Grand Poitiers	9 614	200						9 814
Grand Chalon Networks	836							836
Caen.com	19 105	481						19 586
Herault Telecom	81 018	1 269						82 287
Total Immobilisations mises en concession	**4 998 788**	**247 213**	**-10 029**				**53 979**	**5 289 951**

Losange	-154 126		229	-56 836			0	-210 734
Yconik (ex Uranie)	-15 267		4	-8 790				-24 053
Doubs La Fibre	-1							-1
Fibre 31	-55 445		132	-19 381				-74 694
Octogone Fibre	-21 713		30	-7 404				-29 087
Calliope	-6 344		0	-4 869				-11 213
THD 66	-14 806		50	-7 748				-22 505
Emeraude THD	-11 188		67	-5 106				-16 226
Ménippe	-17 908		53	-7 819				-25 674
Manche Fibre	-21 097		70	-9 113				-30 140
Pact	-3			0				-3
Resoptic	-1 163		7	-563				-1 720
THD 06	-3 894		4	-1 809				-5 699
THD 83	-9 468			-1 050				-10 519
Vannes Agglo Numérique	-8 978		7	-1 425				-10 396
Altitude Infra Côte fleurie	-12 995		1	-2 291				-15 284
Tutor Europ Essonne	-19 180		11	-3 833				-23 001
Altitude Infra Nancy	-5 844		8	-1 741				-7 577
Altitude Infra Somme	-11 790			-3 390			0	-15 180
Altitude Infra Haute Savoie	-35 345		18	-16 371				-51 698
Altitude Infra Dunkerque Grand Littoral Networks	-20 239		1 227	-2 337				-21 349
Seine Essonne	-11 231		8	-2 432				-13 655
Altitude Infra Calvados	-89 120		28	-25 747				-114 839
Rosace	-109 563		202	-29 075				-138 437
Clermont Communauté Networks	-17 008			-1 669				-18 677
Coval Networks	-7 763			-685				-8 448
Garm	-213			-234				-447
Creusot Monceau Networks	-111			-807				-918
Grand Lyon THD	-14 220			-2 560				-16 781
Solstice Grand Angoulème	-13 470			-786				-14 256
MIN THD	-1 469		1 545	-96				-21
Nantes Networks	-13 739			-1 968				-15 707
Sem@for77	-93 047			-9 958				-103 005
3C Net SNC	-2 882		2 917	-38				-4
Seine Estuaire	-62			-439				-501
Sequantic Télécom	-52 637			-15 704				-68 341
Grand Poitiers	-5 313			-1 290				-6 603
Grand Chalon Networks	-101			-735				-836
Caen.com	-15 367			-1 474				-16 841
Herault Telecom	-61 509			-4 587				-66 095
Total Amt/dép. immobilisations mises en concession	**-955 619**		**6 617**	**-262 162**			**0**	**-1 211 164**

Total Valeur Nette	**4 043 169**	**247 213**	**-3 412**	**-262 162**			**53 979**	**4 078 788**
		DAP exploitation		*-259 931*				
		DAP exceptionnelle		*-2 231*				

Les flux sur la colonne « autres » sont consécutifs aux activations des immobilisations en cours.

Les tests de perte de valeur ont amené à comptabiliser des dépréciations d'actifs liés aux délégations de service public, identifiés et évalués suite au rachat de Covage chez les entités Clermont Communauté Networks, Seine Estuaire, Grand Chalon Networks, Creusot Monceau Networks et 3CNet pour un montant total de 2 587K€.

14 Immobilisations corporelles nettes

La variation des immobilisations corporelles se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2024	Acquisitions	Cessions / mises au rebut	Dotations exercice	Reprises exercice	Mouvements de périmètre	Autres	31/12/2025
Terrains	680	1 160						1 840
Agencements sur terrains								
Constructions	369 059	22 868					5 973	397 901
Installations techniques	139 209	23 121	-334				-32 356	129 641
Materiel de transport	20 248	5 472	-1 930				40	23 828
Autres immobilisations corporelles	18 663	1 604	-276				228	20 219
Immobilisations corporelles en cours	74 692	52 785	-259				-41 290	85 927
Avances et acomptes sur immos corp.								
Total Immobilisations corporelles	**622 551**	**107 010**	**-2 799**				**-67 405**	**659 356**
Agencements sur terrains								
Constructions	-45 752			-22 595			-3 126	-71 473
Installations techniques	-31 373		264	-10 306			8 473	-32 942
Matériel de transport	-10 903		1 739	-3 746	3			-12 908
Autres immobilisations corporelles	-10 188		242	-2 924			60	-12 810
Total amortissements immos corporelles	**-98 216**		**2 245**	**-39 571**	**3**		**5 407**	**-130 133**
Terrains								
Agencements sur terrains								
Constructions	-2 845				819		-6 949	-8 975
Installations techniques	-7 310						6 949	-361
Matériel de transport								
Autres immobilisations corporelles	-2							-2
Immobilisations corporelles en cours	-227				227			
Avances et acptes sur immo. Corp								
Total dépréciations immos corporelles	**-10 384**				**1 047**			**-9 338**
Total Valeur Nette	**513 950**	**107 010**	**-555**	**-39 571**	**1 050**		**-61 998**	**519 886**
			DAP exploitation	*-39 571*	*1 050*			
			DAP exceptionnelle					

Les immobilisations corporelles en cours correspondent à l'acquisition de réseau et ont donc vocation à basculer dans la catégorie immobilisations en concession au moment de la mise en service.

15 Immobilisations financières nettes

En milliers d'euros	31/12/2024	Mouvements de l'exercice				31/12/2025
		Augmen-tation	Liquidation	Reclasse-ment	Variation de périmètre	
Titres de participation non consolidés	**35 137**	**12 500**	**- 570**	**-**	**-**	**47 067**
FarEast	*34 500*	*12 500*	*-*	*-*	*-*	*47 000*
Connectic 39	*570*	*-*	*- 570*	*-*	*-*	*-*
Sem Innovance	*5*	*-*	*-*	*-*	*-*	*5*
SITI 11	*62*	*-*	*-*	*-*	*-*	*62*
Dépréciation des titres de participation	**- 17 575**	**-**	**570**	**-**	**-**	**- 17 005**
Créances rattachées à des participations	**-**					
Prêts et autres immobilisations financières	**261 526**	**265 324**	**- 33 279**	**- 0**	**-**	**493 571**
Dont VMP Long Terme	*256 042*	*262 000*	*- 33 000*	*-*	*-*	*485 042*
Dont autres immobilisations financières	*5 484*	*3 324*	*- 279*	*- 0*	*-*	*8 529*
Immobilisations financières nettes	**279 088**	**277 824**	**-33 279**	**0**		**523 633**

Les titres de participation non consolidés correspondent principalement à :

- La détention de 1% de la société SEML INNOVANCE pour une valeur brute de 5 K€. Ces titres ont été dépréciés à 100% au cours de l'exercice 2021.

- La détention de 100% de la société Far East pour une valeur brute de 47 000 K€ (cf note 3.2). Ces titres sont dépréciés à hauteur de 17 000 K€ au 31/12/2025. Les comptes de la société Far East sont établis dans le référentiel UK Gaap.
- La détention à 16% de la société SITI 11 pour une valeur de 62 K€.

Les « VMP long terme » correspondent à des comptes à terme ouverts plus de trois mois avant la clôture et ceux ouverts moins de trois mois avant la clôture et dont l'échéance est à plus de trois mois.

16 Postes de bilan relatifs au besoin en fonds de roulement

16.1 Stocks et encours

En milliers d'euros	31/12/2024	Variation de périmètre	Variation	Dotations	Reprises	Autres	31/12/2025
Encours de production	4 152		-2 214				1 939
Marchandises	22 289		-1 323				20 967
Produits finis							
Total stocks bruts	**26 442**		**-3 536**				**22 905**
Provisions Encours de production	-514			-241	514		-241
Provisions Marchandises	-5 290			-1 472	1 212		-5 550
Provisions Produits finis							
Total provisions sur stocks	**-5 804**			**-1 712**	**1 726**		**-5 791**
Total valeur nette	**20 637**		**-3 536**	**-1 712**	**1 726**		**17 115**

Les encours correspondent à des terrains et à des opérations d'aménagement de lotissement en cours.

Les stocks de marchandises comprennent pour l'essentiel du matériel et des fournitures à installer sur le réseau : câbles, boîtes, équipements centraux et équipements clients.

16.2 Créances et dettes d'exploitation

Toutes les créances et dettes d'exploitation sont à échéance à moins d'un an.

16.3 Autres créances et autres dettes d'exploitation

Les autres créances se décomposent comme suit :

En milliers d'euros :	31/12/2025	Échéance à moins d'un an	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans	31/12/2024
Etat, impôt sur les bénéfices	20 132	19 968	164		16 036
Créances fiscales hors IS	114 685	114 685			127 830
Autres créances	88 690	88 690			103 547
Impôts différés actifs	2 955	2 955			1 618
Comptes courants filiales non consolidées	2 047	2 047			3 265
Compte courant Far East	8 301	8 301			7 618
Charges à répartir	48 973	8 041	14 922	26 009	31 359
Charges constatées d'avance	28 925	28 925			29 388
Total	**314 708**	**273 612**	**15 086**	**26 009**	**320 661**

Les autres dettes se décomposent comme suit :

En milliers d'euros :	31/12/2025	Échéance à moins d'un an	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans	31/12/2024
Dettes fiscales et sociales	153 903	153 903			153 004
Impôt différé passif					
Comptes courants filiales non consolidées	0	0			0
Autres dettes (*)	106 087	80 850	3 086	22 151	78 668
Produits constatés d'avance	1 160 861	109 744	337 234	713 884	1 093 891
Total	**1 420 851**	**344 496**	**340 320**	**736 034**	**1 325 564**

(*) Dont 43 779 K€ de dettes fournisseurs d'immobilisations (35 653 K€ en 2024)

Les produits constatés d'avance correspondent majoritairement à des droits irrévocables d'usage (IRU), qui ont déjà été facturés et qui seront repris au résultat sur la durée contractuelle des Délégations de Service Public.

17 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se décompose ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Valeurs mobilières de placement (*)	114 828	382 332	-267 505
Disponibilités	285 273	319 809	-34 535
Trésorerie et équivalents de trésorerie active	**400 101**	**702 141**	**-302 040**
Concours bancaires courants	-266	-720	454
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette	**399 836**	**701 421**	**-301 586**

(*) Dont 8 633 K€ de titres d'autocontrôle en 2025 (contre un montant de 8 006 K€ en 2024)

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024	Variation
VMP - Equivalent de trésorerie	106 195	374 326	-268 132
VMP - Actions propres à attribuer	8 633	8 006	627
Total brut	**114 828**	**382 332**	**-267 505**
Dépréciation VMP			
Total net	**114 828**	**382 332**	**-267 505**

Les disponibilités consolidées peuvent être distinguées en 2 catégories :
- Les disponibilités dont disposent les sociétés de projet faisant l'objet d'un financement structuré sans recours actionnaire, qui constituent ainsi une trésorerie spécifiquement dédiée au projet (disponibilités projet).
- Les disponibilités comptabilisées dans les autres sociétés (disponibilités corporate).

En k€	**31/12/2025**	**31/12/2024**
Disponibilités corporate	231 367	232 137
Disponibilités projet	53 906	87 672
Total disponibilités	**285 273**	**319 809**

En k€	**31/12/2025**	**31/12/2024**
VMP corporate	18 822	270 447
VMP projet	87 373	103 880
Total VMP - Equivalent de trésorerie	**106 195**	**374 326**

Des comptes à terme ouverts plus de trois mois avant la clôture et ceux ouverts moins de trois mois avant la clôture et dont l'échéance est à plus de trois mois sont comptabilisés en immobilisations financières pour 485 042 K€.

18 Capitaux propres consolidés

Au 31 décembre 2025, le capital social est fixé à 514 K€ divisés en 513 741 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

19 Autres fonds propres

Le tableau de variation des autres fonds propres entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025 se présente ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2024	Mouvements de l'exercice					31/12/2025
		Dotation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variations périmètre	Autres	
Droits du concédant		4 898				5 332	10 230
Total Autres fonds propres	**0**	**4 898**	**0**	**0**	**0**	**5 332**	**10 230**

Le poste « Droits du concédant » correspond à des fonds de réinvestissement qui traduisent une obligation contractuelle de réinvestir une partie des excédents économiques constatés.

Conformément aux principes du Plan Comptable Général (PCG), le fonds est assimilé à des « Droits du concédant exigibles en nature au titre des fonds spéciaux », destiné à financer ultérieurement des investissements validés conjointement par le Délégant et le Délégataire, lesquels reviendront au concédant en fin de contrat.

Les autres mouvements sur ce poste sont liés à un reclassement des dettes fournisseurs vers le poste « Droits du concédant », afin de mieux refléter en montant et en temporalité les obligations de réinvestissement constatées lors des exercices antérieurs.

20 Provisions

Le tableau de variation entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025 se présente ainsi qu'il suit :

En milliers d'euros :	31/12/2024	Mouvements de l'exercice					31/12/2025
		Dotation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variations périmètre	Autres	
Provision pour risques et charges	33 616	23 052	-610	-12 677		-35	43 346
Avantages au personnel	1 752	565	-2	-40			2 275
Provision pour litiges	1 167	933		-319		35	1 816
Provision pour pertes sur contrat	52		-52				
Ecart d'acquisition négatif							
Total Provisions	**36 588**	**24 549**	**-664**	**-13 036**		**0**	**47 437**
Dont exploitation		*22 250*	*-13 629*				
Dont exceptionnel		*283*					
Dont financier		*55*	*-62*				
Dont reprise écart d'acquisition							
Dont provision charges AGA (contrepartie charges de personnel)		*1 961*	*-9*				

21 Emprunts bancaires et passifs financiers

Au 31 décembre 2025, la décomposition des emprunts se présente ainsi :

En milliers d'euros :	31/12/2025	Échéance du nominal :			31/12/2024
		- de 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	
Emprunts bancaires	2 140 824	69 997	745 946	1 324 882	3 133 284
Autres emprunts	1 245 285	92 651	732 181	420 454	88 718
Concours bancaires courants	266	211	54		720
Intérêts courus sur emprunts	3 604	3 604			46 836
Total :	**3 389 979**	**166 463**	**1 478 181**	**1 745 335**	**3 269 558**

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Souscription	Remboursement	Variations de périmètre	Autres	31/12/2025
Emprunts bancaires	3 133 284	618 863	-820 343		-790 980	2 140 824
Autres emprunts	88 718	369 562	-3 956	0	790 962	1 245 285
Intérêts courus sur emprunts	46 836	796	-44 028			3 604
Total :	**3 268 838**	**989 221**	**-868 328**	**0**	**-18**	**3 389 714**

Les flux de souscription correspondent principalement aux refinancements de Losange et Fibre 31, respectivement pour 700 millions d'euros et 200 millions d'euros. Ces refinancements ont donné lieu au remboursement des emprunts existants, respectivement pour 538 millions d'euros chez Losange et 177 millions d'euros chez Fibre 31.

Par ailleurs, la dette consolidée se décompose en une dette projet et sans recours actionnaire (ci-après la « dette projet ») d'une part, et d'une dette classique, contractée dans les holdings ou les filiales industrielles (ci-après la « dette corporate ») d'autre part.

Au 31 décembre 2025, la dette bancaire se présente ainsi :

En k€	31/12/2025	31/12/2024
Dette projet sans recours actionnaire	2 207 110	2 050 303
Portfolio THD	83 281	92 049
Erato	142 457	146 642
Losange	699 812	538 253
Yconik (ex Uranie)	122 510	123 003
Fibre 31	200 018	177 036
Octogone Fibre	93 691	94 168
Altitude Fibre 39	74 633	99 637
Grand Est THD (Salmacis)	118 477	122 270
Alto	231 005	213 165
THD 66	-	2
Emeraude THD	-	1
Ménippe	-	1
Manche Fibre	-	3
Altitude Infra Côte fleurie	29 069	29 502
Tutor Europ Essonne	14 176	16 131
Altitude Infra Nancy	564	1 369
Altitude Infra Somme	420	841
Altitude Infra Haute Savoie	98 238	98 029
Altitude Infra Calvados	184 590	183 565
Rosace	114 165	114 634
Dette corporate	1 182 869	1 219 255
Total emprunts bancaires et passifs financiers	**3 389 979**	**3 269 558**

22 Dettes garanties par des sûretés réelles

Le tableau suivant présente le montant total des dettes garanties par des sûretés réelles :

(en milliers d'euros)	Dettes garanties	Montants des sûretés
Emprunts bancaires	2 140 824	2 129 233
Autres emprunts	1 245 285	1 244 323
Intérêts courus sur emprunts	3 604	0
Total :	**3 389 714**	**3 373 556**

23 Honoraires des commissaires aux comptes

Le tableau suivant présente le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat consolidé :

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Honoraires liés à la certification des comptes	368	368	-1
Autres services fournis	23	7	15
Groupe DEC	**390**	**376**	**14**
Honoraires liés à la certification des comptes	62	391	-328
Autres services fournis	1	8	-7
Deloitte & Associés	**63**	**399**	**-335**
Honoraires liés à la certification des comptes	612		612
Autres services fournis	8		8
PwC	**620**		**620**
Honoraires liés à la certification des comptes	91	109	-18
Autres services fournis	4		4
KPMG	**95**	**109**	**-14**
Honoraires liés à la certification des comptes	63	58	4
Autres services fournis			
Autres	**63**	**58**	**4**
TOTAL	**1 230**	**941**	**289**

24 Engagements hors bilan

Le tableau des engagements donnés et reçus est présenté ci-dessous :

En milliers d'euros :	31/12/2025
Engagements exploitation du réseau donnés	43 751
Engagements construction du réseau donnés	42 068
Engagements exploitation du réseau reçus	58 971
Engagements construction du réseau reçus	9 900
Engagements construction exploitation	**154 691**
Nantissement de titres donnés	925 792
Nantissement de créances donnés	240 097
Nantissement de titres reçus	
Nantissement de créances reçus	
Nantissements	**1 165 890**
Cautions solidaires donnés	4 959
Cautions maison mère donnés	133 900
Cautions solidaires reçus	3 182
Cautions maison mère reçus	10 902
Cautions	**152 943**
Autres engagements donnés	212 500
Autres engagements reçus	62 087
Autres engagements donnés et reçus	**274 587**

Engagements construction exploitation :

Les engagements financiers liés à la construction et l'exploitation du réseau correspondent à des garanties à première demande données par des établissements financiers aux délégants pour le compte des délégataires.

Nantissements :

Altitude Infra

Dans le cadre des financements existants, les titres d'Alto et ses filiales, de Portfolio THD, d'Erato et ses filiales, d'Altitude Fibre 39, d'Altitude Fibre 31, d'Altitude Calvados, d'Altitude Cœur Côte Fleurie, Altitude Haute Savoie, d'Octogone Fibre, de Tutor Europ'Essonne, d'Yconik, de Rosace et de Losange ont été nantis.

Les autres nantissements correspondent à des nantissements de compte bancaires qui ont été donnés à titre de sûreté sur les financements existants, principalement sur Losange (61.204K€) et Rosace (18 000K€).

Infra Btob Holdco

Les titres qui ont été nantis sont ceux de l'ensemble des filiales de Covage Infra Concessions, Covage Infra Concessions Holding et Covage Infra au profit des prêteurs dans le cadre des conventions de prêts existantes.

Les nantissements de créances correspondent au fonds commercial de Linkt et d'une partie de ses créances dans le cadre des obligations de paiement et de remboursement aux termes d'une convention de prêt entre Linkt et les prêteurs.

Cautions solidaires / Garanties :

Villas Ginkgos

Des établissements bancaires se sont portés cautions solidaires des résidences Villas Ginkgos, au bénéfice des bailleurs, en garantie du paiement des sommes qui pourraient être dues en vertu des baux commerciaux signés pour un montant total de 2 976 K€.

Des cautions solidaires ont été données à des établissements bancaires par Bien Vivre Chez Soi au titre des baux commerciaux signés par ses filiales et de leurs prêts bancaires pour un montant global de 4 459 K€.

ATH et ses filiales

Les garanties maison mère données correspondent à des engagements donnés par ATH à des établissement bancaires pour le compte de ses filles dans le cadre de leur activité.

La garantie maison mère reçue correspond à un Acte de cautionnement solidaire de NGE et pour le compte du concessionnaire Losange au profit de la région Grand Est pour 10 902 K€, correspondant à la différence entre le Plafond Global de Responsabilité (article 30.3 du CEM) et la somme de la garantie bancaire Délégant et la garantie bancaire Losange.

Autres engagements donnés / reçus :

Altitude Infra

Les autres engagements donnés correspondent à des clauses de retour à meilleure fortune, inscrites dans les contrats de Délégation de Service Public, et par lesquelles, les concessionnaires Losange et Rosace se sont engagés à verser respectivement 197 500K€ et 15 000K€ au Délégant sur la durée de vie de la Délégation de Service Public.

Les autres engagements reçus correspondent à des crédits revolving utilisables pour le service de la dette (« Debt Service Revolving Facility » ou « DSRF »), respectivement chez Losange (35 000K€), Fibre 31 (13 000K€) et Rosace (7 000K€). Ces crédits n'ont pas été tirés au 31 décembre 2025.

Infra Btob Holdco

Deux délégations d'assurance « Homme Clé » ont été souscrites pour un montant total de 7 000 K€ dans le cadre de la convention de prêt qui a été conclue entre Linkt et ses prêteurs.

25 Rémunération des membres des organes d'administration, de direction, ou de surveillance

L'information n'est pas fournie car elle permettrait d'identifier la situation d'un membre déterminé de ces organes.

26 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Signature d'un partenariat stratégique entre Trinaps et Covage

En avril 2026 Trinaps et Covage ont signé un partenariat stratégique qui repose sur une mise en commun d'actifs et une ambition partagée : offrir une connectivité haute performance et des services cloud 100% souverain sur l'ensemble du territoire français.

Ce partenariat comprend la cession du réseau de fibre optique de 450kms de Trinaps à Covage. Cette acquisition permet à Covage d'accélérer son déploiement local grâce à des actifs déjà éprouvés et hautement performants.

Pour Trinaps, ce partenariat agit comme un multiplicateur de puissance : l'opérateur belfortain s'appuie désormais sur l'infrastructure de Covage pour porter ses solutions cloud et cybersécurité à l'échelle nationale, tout en garantissant une transparence et une continuité de service totale à ses clients historiques.

Accord dans le cadre d'un processus de médiation avec le Syane

Le processus de médiation avec le Syane s'est déroulé tout au long de l'année 2025, et a conduit à un accord signé le 15 avril 2026. Par conséquent, et conformément aux termes de l'accord, les différentes provisions constituées en 2023 et 2024 ont été débouclées au 31 décembre 2025 pour un montant global de 4 350K€.